

56 (1952) No. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1955 No. 154

A. TITEL

*Statuut van de Scheidsrechterlijke Commissie voor goederen,
rechten en belangen in de Bondsrepubliek Duitsland;
Bonn, 26 mei 1952*

B. TEKSTANNEXE A LA CONVENTION SUR LE RÈGLEMENT DE QUESTIONS ISSUES
DE LA GUERRE ET DE L'OCCUPATION**Charte de la Commission Arbitrale sur les Biens, Droits et
Intérêts en Allemagne****TITRE I***Durée, siège, composition et organisation***Article 1**

1. La Commission est instituée pour une durée de dix années, qui commenceront à courir à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Charte.

2. Cette période pourra être abrégée ou étendue par accord entre les Gouvernements de la République Française, des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ci-après dénommés „les Trois Puissances”) et de la République Fédérale d'Allemagne (ci-après conjointement dénommés „les États Signataires”).

3. Après la date d'expiration de cette période, la Commission continuera à fonctionner pour achever le règlement des affaires en instance devant elle à cette date.

Article 2

Le siège de la Commission sera situé au siège du Tribunal d'Arbitrage visé à l'Article 9 de la Convention sur les Relations entre les Trois Puissances et la République Fédérale d'Allemagne. La Commission peut, toutefois, siéger et exercer ses fonctions ailleurs lorsqu'elle le juge désirable.

Article 3

1. La Commission se compose de neuf membres permanents, qui doivent réunir les conditions requises pour être nommés dans leurs pays respectifs à des fonctions judiciaires ou posséder des aptitudes équivalentes.

2. Les neuf membres permanents de la Commission sont ainsi désignés:

- (a) trois membres sont nommés par les Gouvernements des Trois Puissances, à raison d'un membre par chacun d'entre eux;
- (b) trois membres sont nommés par le Gouvernement Fédéral;

ANNEX TO THE CONVENTION ON THE SETTLEMENT OF MATTERS
ARISING OUT OF THE WAR AND THE OCCUPATION

**Charter of the Arbitral Commission on Property, Rights and
Interests in Germany**

PART I

Duration, Seat, Composition and Organization

Article 1

1. The Commission is established for a period of ten years to run from the entry into force of the present Charter.

2. This period may be curtailed or extended by agreement between the Governments of the United States of America, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the French Republic (hereinafter referred to as "the Three Powers") and of the Federal Republic of Germany (all collectively hereinafter referred to as "the Signatory States").

3. After the date of expiration of this period, the Commission will continue to function to complete the determination of any cases pending before it at that date.

Article 2

The seat of the Commission shall be at the seat of the Arbitration Tribunal referred to in Article 9 of the Convention on Relations between the Three Powers and the Federal Republic of Germany. The Commission may, however, sit and exercise its functions elsewhere when it deems it desirable to do so.

Article 3

1. The Commission shall be composed of nine permanent members who shall have the qualifications required in their respective countries for appointment to judicial office or equivalent qualifications.

2. The nine permanent members of the Commission shall be appointed as follows:

- (a) three members appointed by the Governments of the Three Powers, one by each Government;
- (b) three members appointed by the Federal Government; and

- (c) trois membres (ci-après dénommés „les membres neutres”), qui ne seront pas ressortissants d’un État ayant participé à la guerre, sont nommés par accord entre les Gouvernements des Trois Puissances et le Gouvernement Fédéral.

3. Les Gouvernements des Trois Puissances et le Gouvernement Fédéral notifieront, au plus tard trente jours après la date d’entrée en vigueur de la présente Charte, les noms des premiers membres qu’il leur appartient de nommer. Dans ce même délai, les Gouvernements des Trois Puissances et le Gouvernement Fédéral se mettront d’accord sur les noms des trois membres neutres. Si, à l’expiration de ce délai, un ou plusieurs membres neutres n’ont pas été nommés, les Gouvernements des Trois Puissances ou le Gouvernement Fédéral pourront demander au Président de la Cour Internationale de Justice de procéder à leur nomination.

4. La nomination aux sièges devenus vacants se fait selon la même méthode que celle qui a été suivie pour la nomination des membres permanents à remplacer. Toutefois, si un siège, dont le titulaire doit être nommé par l’un des Gouvernements des Trois Puissances ou par le Gouvernement Fédéral, reste vacant pendant plus d’un mois, les Gouvernements des Trois Puissances ou le Gouvernement Fédéral peuvent demander au Président de la Cour Internationale de Justice de nommer à titre intérimaire une personne qui ne soit pas ressortissant d’un État ayant participé à la guerre, et qui restera en fonction pendant un délai de six mois ou jusqu’à la nomination d’un titulaire par le procédé normal, au cas où cette nomination n’interviendrait qu’après l’expiration de ce délai. Lorsque le membre à remplacer est un membre neutre, les Gouvernements des Trois Puissances ou le Gouvernement Fédéral peuvent demander au Président de la Cour Internationale de Justice de procéder à la nomination, si l’accord prévu par l’alinéa (c) du paragraphe 2 du présent Article n’a pas été réalisé dans le délai d’un mois après le début de la vacance.

5. La Commission peut, par vote majoritaire, déclarer une vacance, lorsque, à son avis, l’un des membres s’est abstenu ou a refusé, sans excuse valable, de siéger dans une affaire pour laquelle il a été désigné.

6. Le Gouvernement de tout État qui a accédé à la présente Charte, conformément à son Article 17, peut nommer un membre adjoint par notification adressée aux Gouvernements des Trois Puissances et au Gouvernement Fédéral. Tout membre adjoint devra remplir les conditions énoncées au paragraphe 1 et sera soumis aux dispositions du paragraphe 5 du présent Article. Le Gouvernement qui nomme un membre adjoint peut pourvoir un siège devenu vacant par notification adressée aux Gouvernements des Trois Puissances et au Gouvernement Fédéral.

- (c) three members (hereinafter referred to as "the neutral members") appointed by agreement between the Governments of the Three Powers and the Federal Government, none of whom shall be a national of any State which participated in the War.

3. The Governments of the Three Powers and the Federal Government shall make known their first appointments not later than thirty days after the entry into force of the present Charter. Within the same period, the Governments of the Three Powers and the Federal Government shall agree upon the three neutral members. If, after the expiry of such period, one or more of the neutral members shall not have been appointed, either the Governments of the Three Powers or the Federal Government may request the President of the International Court of Justice to appoint such neutral member or members.

4. Appointments to fill vacancies shall be made in the same manner as the appointment of the permanent member to be replaced. However, if a vacancy to be filled by the Government of one of the Three Powers or the Federal Government is not so filled within one month of its occurring, either the Governments of the Three Powers or the Federal Government may request the President of the International Court of Justice to make an interim appointment to the vacancy of a person who shall not be a national of any State which participated in the War and who shall serve for a period of six months or until the vacancy is filled in the normal manner, whichever is longer. If the member to be replaced is a neutral member, the Governments of the Three Powers or the Federal Government may request the President of the International Court of Justice to make such appointment, if the agreement envisaged by sub-paragraph (c) of paragraph 2 of this Article has not been reached within one month of the vacancy occurring.

5. The Commission may, by majority vote, declare a vacancy if, in its opinion, a member has, without reasonable excuse, failed or refused to participate in the hearing or decision of a case to which he has been assigned.

6. The Government of any State which has acceded to the present Charter pursuant to Article 17 hereof may appoint a member adjoint by notification addressed to the Governments of the Three Powers and the Federal Government. Any such member adjoint shall meet the requirements specified in paragraph 1 and shall be subject to the provisions of paragraph 5 of this Article. The appointing Government may fill a vacancy by notification addressed to the Governments of the Three Powers and the Federal Government.

7. En ce qui concerne les services administratifs, la Commission utilisera les services du Secrétariat du Tribunal d'Arbitrage.

Article 4

1. Les membres permanents de la Commission sont nommés pour la durée de la Commission, y compris la période supplémentaire prévue au paragraphe 3 de l'Article 1 de la présente Charte. Les membres adjoints peuvent être nommés pour une période plus courte ou pour un cas particulier.

2. Les membres de la Commission ne peuvent se livrer à aucune activité incompatible avec l'exercice normal de leurs fonctions, ni participer au règlement d'aucune affaire dont ils ont eu antérieurement à s'occuper à un autre titre ou s'ils ont un intérêt direct dans cette affaire. En cas de contestation sur l'application du présent paragraphe, la Commission statue.

3. (a) Pendant la durée et après l'expiration de leur mandat, les membres de la Commission jouiront de l'immunité de juridiction à raison des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

(b) Les membres de la Commission qui ne sont pas de nationalité allemande jouissent, en outre, sur le territoire fédéral, des mêmes privilèges et immunités que ceux qui sont prévus pour les membres des missions diplomatiques. Si des séances ont lieu sur le territoire de l'une des Trois Puissances ou si des actes officiels y sont accomplis, les membres de la Commission qui ne sont pas ressortissants du pays dans lequel la séance a lieu ou dans lequel l'acte est accompli, jouissent dans ce pays des privilèges et immunités diplomatiques.

4. Tout membre de la Commission doit, avant d'entrer en fonction, prendre, en séance publique, l'engagement d'exercer ses attributions en pleine impartialité et en toute conscience.

5. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 de l'Article 3 de la présente Charte, aucun membre ne peut être révoqué avant l'expiration de son mandat, si ce n'est par accord entre les Gouvernements des Trois Puissances et le Gouvernement Fédéral, et

(a) s'il s'agit d'un membre nommé par le Gouvernement d'un État ayant accédé à la Charte, en accord avec ce Gouvernement;

(b) s'il s'agit d'un membre qui a été nommé par le Président de la Cour Internationale de Justice, avec le consentement de ce dernier.

7. The Secretariat of the Arbitration Tribunal shall serve the Commission as its administrative office.

Article 4

1. The permanent members shall be appointed for the duration of the Commission including the additional period provided for in paragraph 3 of Article 1 of the present Charter. Members adjoint may be appointed for shorter periods or for particular cases.

2. Members of the Commission shall not engage in any activity incompatible with the proper exercise of their duties, nor shall they participate in the adjudication of any case with which they have previously been concerned in another capacity or in which they have a direct interest. Differences of opinion regarding the applicability of this paragraph shall be resolved by the Commission.

3. (a) During and after their terms of office, the members of the Commission shall enjoy immunity from suit in respect of acts performed in the exercise of their official duties.

(b) The members of the Commission who are not of German nationality shall, moreover, enjoy in the Federal territory the same privileges and immunities as are accorded members of diplomatic missions. If sittings or official acts take place in the territory of one of the Three Powers, the members of the Commission who are not of the nationality of the country in which the sitting or act takes place shall enjoy diplomatic privileges and immunities in such country

4. Every member of the Commission shall, before taking office make a declaration at a public session that he will exercise his duties impartially and conscientiously.

5. Subject to the provisions of paragraph 5 of Article 3 of the present Charter, no member may be dismissed before the expiry of his term of office, except by agreement between the Governments of the Three Powers and the Federal Government and,

(a) in the case of a member appointed by the Government of an acceding State, with the agreement of such Government;

(b) in the case of a member appointed by the President of the International Court of Justice, with the consent of its President.

6. Tout membre peut, en tout temps, résigner ses fonctions en donnant un préavis, dûment signé, au Gouvernement ou aux Gouvernements qui l'ont nommé ainsi qu'au Président de la Commission, mais, à moins d'accord contraire entre le ou les Gouvernements qui ont procédé à la nomination et le Président, il devra continuer à exercer ses fonctions jusqu'à ce qu'il soit effectivement remplacé.

Article 5

1. La Commission élit son Président pour deux ans, parmi les trois membres neutres. Le Président peut être réélu. Si le Président cesse d'appartenir à la Commission, la Commission élit un nouveau Président après désignation de celui qui lui succède dans sa qualité de membre. Les autres membres neutres sont Vice-Présidents.

2. La Commission siège sous la présidence du Président ou de l'un des Vice-Présidents, soit en assemblée plénière, soit en Chambre de trois membres.

3. L'assemblée plénière comprend, en principe, tous les membres permanents de la Commission. Le quorum nécessaire à la validité de ses délibérations est de cinq membres; elle ne peut délibérer qu'en nombre impair; elle doit en tout cas comprendre un nombre égal de membres nommés par les Gouvernements des Trois Puissances et de membres nommés par le Gouvernement Fédéral, et au moins un membre neutre. Les membres adjoints ne doivent pas participer aux délibérations de l'assemblée plénière.

4. (a) Les Chambres sont composées d'un des membres nommés par les Gouvernements des Trois Puissances, d'un des membres nommés par le Gouvernement Fédéral et d'un membre neutre. La Commission, en assemblée plénière, répartit les membres entre les Chambres, détermine les catégories d'affaires dont les Chambres connaissent, ou attribue à une Chambre une affaire déterminée. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 de l'Article 13 de la présente Charte, toute décision rendue par une Chambre, sur une affaire qui lui a été dévolue, sera considérée comme une décision définitive rendue par la Commission.
- (b) Lorsqu'une affaire est examinée par une Chambre et que l'une des Trois Puissances ou l'un de ses ressortissants ou résidents est partie à la procédure, le membre nommé par le Gouvernement de cette Puissance siègera dans la Chambre, sauf accord contraire de cette partie.
- (c) Lorsqu'une affaire, autre que celles visées à l'alinéa (b) du présent paragraphe, est examinée par une Chambre:

6. Any member may at any time resign his office by giving due notice thereof under his hand to the appointing Government or Governments and to the President of the Commission. But he shall continue in office until his successor has taken his seat, unless the appointing Government or Governments and the President agree otherwise.

Article 5

1. The Commission shall elect its President from the three neutral members to serve for two years. The President shall be eligible for re-election. If the President shall cease to be a member of the Commission, the Commission shall elect a new President after his successor as a member of the Commission has been appointed. The remaining neutral members shall serve as Vice-Presidents.

2. The Commission, presided over by the President or one of the Vice-Presidents, shall sit either in plenary session or in Chambers of three members.

3. A plenary session shall, in principle, include all the permanent members of the Commission. A quorum of five members shall suffice to constitute a plenary session; it shall be composed of an uneven number of members, and in any case shall consist of an equal number of the members appointed by the Governments of the Three Powers and of those appointed by the Federal Government, and at least one neutral member. Members adjoint shall not take any part in a plenary session.

4. (a) Chambers shall be composed of one of the members appointed by the Governments of the Three Powers, one of the members appointed by the Federal Government and one neutral member. The Commission in plenary session shall nominate the members of such Chambers, define the categories of cases with which a Chamber will be concerned or assign a particular case to a Chamber. Subject to the provisions of paragraph 5 of Article 13 of the present Charter, any decision of a Chamber, on a case assigned to it, shall be deemed to be a final decision of the Commission.

(b) In cases heard by Chambers where any of the parties is one of the Three Powers or its national or resident, the member appointed by the Government of such Power shall sit unless such party otherwise agrees.

(c) In cases heard by Chambers, other than those referred to in sub-paragraph (b) of this paragraph,

- (i) lorsque l'un des États ayant adhéré à la Charte, ou l'un de ses ressortissants ou résidents est partie à la procédure, le membre nommé par le Gouvernement de l'une des Trois Puissances sera remplacé par le membre adjoint nommé par cet État sur la demande de ce dernier adressée au Président;
- (ii) lorsque plusieurs États ayant adhéré à la Charte, ou des ressortissants ou résidents de ces États sont parties à la procédure, ces États, ressortissants ou résidents peuvent se mettre d'accord sur le remplacement du membre nommé par le Gouvernement de l'une des Trois Puissances par l'un des membres adjoints nommés par les États intéressés, ce remplacement étant effectué à la demande de ces États. A défaut d'un tel accord, le membre nommé par le Gouvernement de l'une des Trois Puissances siègera dans la Chambre.

5. Les audiences sont publiques, à moins que la Commission n'en décide autrement. Les délibérations de la Commission sont et demeurent secrètes. Il en est de même pour les faits dont elle a eu connaissance à huis clos.

TITRE II

Compétence, pouvoirs et droit applicable

Article 6

1. La Commission est compétente pour statuer sur les litiges visés à l'Article 7 du Chapitre Cinquième et à l'Article 12 du Chapitre Dixième de la Convention sur le Règlement de Questions issues de la Guerre et de l'Occupation (ci-après dénommée „la Convention”). Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de l'Article 9 de la Charte du Tribunal d'Arbitrage et de l'Article 10 de cette même Charte, la Commission peut statuer sur les questions relatives à l'étendue de sa compétence. Le Président de la Commission peut demander au Tribunal d'Arbitrage de donner, conformément à l'Article 25 de la Charte de ce Tribunal, un avis consultatif sur l'étendue de la compétence de la Commission.

2. La compétence de la Commission en première instance ou en appel, selon le cas, en ce qui concerne les litiges relevant de sa juridiction, sera exclusive et aucun tribunal des États Signataires ou de tout autre État, ni aucun autre organisme national ou international n'aura compétence en ce qui concerne ces litiges.

- (i) where any of the parties is one of the acceding States or its national or resident, the member appointed by the Government of one of the Three Powers shall be replaced by the member adjoint appointed by the Government of such acceding State upon the latter's application to the President;
- (ii) where more than one of the parties are acceding States or nationals or residents of acceding States, such States, nationals or residents may agree to the replacement of the member appointed by the Government of one of the Three Powers by one of the members adjoint appointed by the Governments of the States which, or whose nationals or residents, are parties, and such replacement shall be made upon application of all the States, nationals or residents concerned. In default of such agreement, the member appointed by the Government of one of the Three Powers shall sit in the Chamber.

5. The Commission shall sit in public unless it decides otherwise. The deliberations of the Commission shall be and shall remain secret as shall all facts brought to its attention in closed session.

PART II

Competence, Powers and Applicable Law

Article 6

1. The Commission shall have jurisdiction in all disputes envisaged under Article 7 of Chapter Five and Article 12 of Chapter Ten of the Convention on the Settlement of Matters Arising out of the War and the Occupation (hereinafter referred to as "the Convention"). Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 9 and of Article 10 of the Charter of the Arbitration Tribunal, the Commission may decide questions as to the extent of its jurisdiction. The President of the Commission may ask the Arbitration Tribunal for an advisory opinion, under Article 25 of its Charter, as to the extent of the jurisdiction of the Commission.

2. The jurisdiction, in the first instance or on appeal, as the case may be, of the Commission in disputes within its competence which are submitted to it shall be exclusive and no court or tribunal of the Signatory States or of any other State, nor any other national or international body, shall have jurisdiction in such disputes.

3. La Commission sera également compétente pour connaître de toute autre question qui pourra lui être soumise en tout temps par accord entre les États Signataires. Si cette question intéresse directement un État ayant adhéré à la Charte, le consentement du Gouvernement de cet État sera également nécessaire.

4. Les litiges relevant de la compétence de la Commission peuvent lui être soumis par tout État Signataire ou tout État ayant accédé à la présente Charte, ou par les ressortissants ou résidents de cet État ou de toute entité territoriale administrée ou contrôlée par cet État ou pour les relations internationales de laquelle cet État est responsable ou par toute personne morale constituée en vertu des lois de cet État ou de cette entité territoriale.

5. La Commission pourra connaître de questions de droit et de fait.

Article 7

1. La Commission, ou, en cas d'urgence, le Président, a le pouvoir d'ordonner toutes les mesures conservatoires du droit de chaque partie qui peuvent être nécessaires en attendant sa décision définitive. Tout ordre émis par le Président en vertu du présent Article peut être confirmé, modifié ou annulé par la Commission dans un délai de soixante-douze heures après sa notification aux parties.

2. Toute partie dont les droits sont affectés par un tel ordre de la Commission ou du Président et qui n'aura pas été entendue avant que cet ordre soit émis, peut présenter une requête à la Commission en vue de la modification ou de l'annulation de cet ordre, au moment et dans les conditions qui pourront être prévus par les règles de procédure envisagées à l'Article 14 de la présente Charte.

Article 8

Pour rendre ses décisions, la Commission appliquera les dispositions de la Convention et de la législation rendue applicable par la Convention. Lorsqu'il sera nécessaire de compléter ou d'interpréter ces dispositions, ou en l'absence de dispositions applicables, la Commission appliquera les principes généraux du droit international, de la justice et de l'équité.

TITRE III

Procédure

Article 9

1. Les langues officielles de la Commission sont le français, l'anglais et l'allemand. Toutefois, le Président peut, avec le consentement des parties, décider que seule l'une d'elles ou deux d'entre elles seront employées dans la procédure d'une affaire.

3. The Commission shall also have jurisdiction in any other matter which may be referred to it from time to time by agreement between the Signatory States. If any acceding State is directly concerned in the matter, the consent of its Government shall also be necessary.

4. Disputes within the jurisdiction of the Commission may be submitted by any of the Signatory States or any State which has acceded to the present Charter, by a national or resident of any such State or of any territorial entity which is administered or controlled by any such State or for whose international relations such State is responsible, or by a juristic person established under the laws of any such State or territorial entity.

5. The Commission shall be competent to decide questions of law and fact.

Article 7

1. The Commission or, in a case of urgency, the President shall have the power to issue such orders as may be necessary to conserve the respective rights of the parties pending the judgment of the Commission. Any orders issued by the President under this Article may be confirmed, amended or annulled by the Commission within seventy-two hours after the notification thereof to the parties.

2. Any party affected by such an order of the Commission or of the President who shall not have been heard prior to the making thereof may apply to the Commission for the amendment or annulment of the order at such time and in such manner as may be prescribed in the rules of procedure envisaged in Article 14 of the present Charter.

Article 8

In arriving at its decisions, the Commission shall apply the provisions of the Convention and of legislation made applicable thereby. Where necessary to supplement or interpret such provisions, or in the absence of any relevant provisions, it shall apply the general principles of international law and of justice and equity.

PART III

Procedure

Article 9

1. The official languages of the Commission shall be French, English and German. However, the President may, with the consent of the parties, direct that only one or two of these languages shall be used in the proceedings in any cause.

2. Les décisions de la Commission seront rendues dans les trois langues.

Article 10

Les litiges sont portés devant la Commission par une requête écrite contenant un exposé des faits qui donnent lieu au litige ainsi que les arguments invoqués par le demandeur. A moins que la Commission n'en décide autrement, le défendeur doit produire son mémoire en réponse dans le mois suivant la notification de la requête. La Commission peut, le cas échéant, inviter les parties à produire des mémoires complémentaires.

Article 11

1. Lorsqu'un État est partie à un différend soumis à la Commission, il est représenté devant elle par un agent. Il peut se faire assister par un conseil.

2. Les personnes physiques peuvent présenter leur cause devant la Commission soit en comparaisant en personne, soit en se faisant représenter par un conseil. Les personnes morales peuvent faire présenter leur cause par des représentants qualifiés ou par un conseil.

3. Tout agent d'un Gouvernement est autorisé à présenter oralement et par écrit les arguments et conclusions en faveur des causes auxquelles un ressortissant ou un résidant de son État est partie.

4. La Commission peut prescrire les conditions que le conseil doit remplir pour être admis.

5. Les agents, conseils et représentants visés au présent Article bénéficient de l'immunité de juridiction à raison des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Les personnes physiques qui comparaissent en personne bénéficient d'une immunité analogue.

Article 12

La Commission peut exiger la production de documents et de toutes autres preuves, elle peut faire comparaître des témoins et ordonner des expertises et des enquêtes. A cette fin, la Commission peut demander aux tribunaux de tout État Signataire ou ayant accédé à la présente Charte de lui apporter leur aide.

Article 13

1. Les décisions de la Commission sont rendues sous forme de jugements ou d'ordres et à la majorité des membres présents.

2. Sous la seule réserve des dispositions du présent Article ainsi que du paragraphe 2 de l'Article 9 de la Charte du Tribunal d'Arbitrage, et de l'Article 10 de cette même Charte, tous les jugements et ordres définitifs de la Commission seront obligatoires pour toutes les parties et ne seront pas susceptibles de recours.

2. Decisions of the Commission shall be delivered in all three languages.

Article 10

Proceedings before the Commission shall be instituted by a written complaint which shall contain a statement of the facts giving rise to the dispute and the arguments put forward by the complainant. Unless the Commission decides otherwise, an answer to the complaint shall be filed within one month of the service of the complaint. Further pleadings, if any, shall be filed as the Commission may direct.

Article 11

1. States as parties to the proceedings before the Commission shall be represented by agents. They may be assisted by counsel.

2. Natural persons may appear before the Commission either in person or by counsel, and juristic persons either by authorized representatives or by counsel.

3. Any government agent shall be authorized to present orally and in writing arguments and submissions in cases to which a national or resident of his State is a party.

4. The Commission may prescribe the qualifications which counsel must possess in order to be admitted.

5. The agents, counsel and representatives referred to in this Article shall enjoy immunity from suit in respect of acts performed in the exercise of their duties. Any natural persons appearing in person shall enjoy the same immunity.

Article 12

The Commission shall have power to demand the production of evidence, documentary or other, to require the attendance of witnesses to testify, to request expert opinion, and to direct inquiries to be made. To this end the Commission may request the aid of the courts of any Signatory or acceding State.

Article 13

1. All decisions of the Commission shall be in the form of judgments or orders and shall be by majority vote of the members taking part.

2. Subject only to this Article and to paragraph 2 of Article 9 and Article 10 of the Charter of the Arbitration Tribunal, all final judgments and orders of the Commission shall be binding on all parties and shall not be subject to appeal.

3. Les jugements sont rendus par écrit et en audience publique. Ils comprennent un exposé des faits et sont motivés.

4. Les décisions définitives prises par la Commission siégeant en assemblée plénière ne sont pas susceptibles de recours. La décision définitive sur une affaire attribuée à une Chambre doit être prise par la Commission siégeant en assemblée plénière si la Chambre, avant de prendre une décision définitive, décide de renvoyer l'affaire devant l'assemblée plénière.

5. Les décisions des Chambres peuvent, sur autorisation de la Chambre intéressée, ou de l'assemblée plénière, faire l'objet d'un appel, sur les questions de droit, devant la Commission siégeant en assemblée plénière. L'autorisation d'appel doit être sollicitée dans les trente jours suivant la date à laquelle la décision est signifiée par écrit à la partie en cause. Cette autorisation deviendra caduque si l'appel n'est pas interjeté dans les trente jours suivant la date d'octroi de l'autorisation.

6. Appel peut dans tous les cas être interjeté devant la Commission siégeant en assemblée plénière, ou devant une Chambre, de toute décision prise par un membre de la Commission siégeant comme juge unique. Cet appel peut être interjeté dans les trente jours suivant la date à laquelle la décision est signifiée à la partie en cause.

7. La révision d'une décision définitive ne peut être demandée à la Commission qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de la décision, était inconnu de la Commission et de la partie qui demande la révision. La Commission siégeant en assemblée plénière décide si la révision est justifiée.

Article 14

1. La procédure comprend une phase écrite et une phase orale. La procédure orale peut être supprimée sur demande des deux parties.

2. La Commission arrêtera, dans le cadre de la présente Charte, les règles de sa procédure qui pourront, notamment, prévoir le cas où des jugements seront rendus par défaut, si une partie s'abstient de comparaître ou de produire un mémoire. Cette procédure pourra également prévoir la désignation d'un membre de la Commission qui sera chargé de fonctions spéciales.

Article 15

1. La Commission peut fixer la procédure d'évaluation des frais de justice, y compris une procédure permettant au demandeur ou au défendeur de bénéficier de l'assistance judiciaire.

3. All judgments shall be delivered in writing and in open court. They shall include a statement of the facts and the reasons on which they are based.

4. Final decisions of the Commission in plenary session shall not be subject to appeal. The final decision on a case assigned to a Chamber must be taken by the Arbitral Commission in plenary session if the Chamber, before it has pronounced a final decision, decides to refer the case to the plenary session.

5. Decisions of the Chambers may, by leave of the Chamber or the plenary session, be appealed on the law to the plenary session. Leave to appeal shall be sought within thirty days from the time the written decision is served upon the party, and such leave shall lapse if no appeal is lodged within thirty days from the date on which it is granted.

6. An appeal shall always lie to the plenary session or the Chamber from any order made by a member of the Commission sitting singly, within thirty days after service of such order upon the party concerned.

7. The revision of a final decision may not be requested of the Commission except upon the grounds of the discovery of a fact which is of such a nature as to exercise a decisive influence, and of which the Commission and the party requesting revision had been unaware before the pronouncement of the decision. The Commission sitting in plenary session shall decide whether such a revision is warranted.

Article 14

1. The proceedings shall consist of two parts: written and oral. Oral proceedings may be dispensed with if both parties so request.

2. The Commission shall determine rules of procedure consistent with the present Charter. These rules may provide for the rendering of judgments on default if a party fails to appear or to file pleadings. They may also provide for the assignment to any member of the Commission of special duties.

Article 15

1. The Commission may adopt rules of assessment for court costs, including rules enabling persons to sue or be sued *in forma pauperis*.

2. En règle générale, chaque partie à une procédure paiera ses propres frais. Toutefois, la Commission peut, dans des cas exceptionnels, et en incorporant les motifs de sa décision dans le jugement, se prononcer sur les dépens, lorsqu'il est reconnu que la procédure était de mauvaise foi ou vexatoire.

TITRE IV

Administration et frais

Article 16

1. Chacun des États Signataires et tout État qui adhère à la présente Charte supportera entièrement la charge des traitements et indemnités de chacun des membres de la Commission qui est nommé par lui.

2. Les frais de fonctionnement de la Commission (y compris les traitements et indemnités des membres neutres) seront supportés à parts égales par les Trois Puissances, d'une part, et par la République Fédérale, d'autre part.

3. Les questions administratives intéressant la Commission, les locaux dont disposeront la Commission, ses membres et son personnel, les traitements et indemnités des membres neutres, ainsi que la nomination du personnel et ses traitements, seront réglées par un accord administratif subsidiaire entre les États Signataires.

TITRE V

Dispositions finales

Article 17

1. La présente Charte entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la Convention.

2. Tout État peut accéder à la présente Charte en notifiant par écrit sa décision à chacun des États Signataires par la voie diplomatique, et en déposant auprès du Gouvernement de la République Fédérale un instrument d'accession à la présente Charte. La présente Charte liera tout État qui y accède à compter de la date de dépôt de l'instrument d'accession.

3. Tout État accédant à la présente Charte sera considéré de ce fait comme partie à l'accord conclu entre les États Signataires contenu dans les Chapitres Cinquième et Dixième de la Convention.

4. Tout État accédant à la présente Charte se reconnaît lié par les décisions du Tribunal d'Arbitrage, prises conformément au paragraphe 2 de l'Article 9 de sa Charte, en ce qui concerne l'étendue de la compétence de la Commission.

2. In general, each party to a proceeding shall pay its own costs. However, the Commission may make an order as to the costs of parties in exceptional cases, recording its reasons as a part of the judgment, where the proceedings have been found to be malicious or vexatious.

PART IV

Administration and Expenses

Article 16

1. Each of the Signatory States and any State acceding to the present Charter shall bear the full charge by way of salary and allowances of each of the members of the Commission appointed by itself.

2. The operating costs of the Commission (including the salaries and allowances of the neutral members) shall be borne equally by the Three Powers, on the one hand, and the Federal Republic, on the other.

3. The administration of the Commission, the accommodation of the Commission, its members and its staff, the salaries and allowances of the neutral members, staff appointments and staff salaries shall be regulated by a subsidiary administrative agreement between the Signatory States.

PART V

Final Clauses

Article 17

1. The present Charter shall enter into force on the entry into force of the Convention.

2. Any State may accede to the present Charter by written notification addressed to each of the Signatory States through diplomatic channels and by the deposit with the Federal Government of an instrument of accession to the present Charter. The present Charter shall be binding on each acceding State as of the date of deposit of its instrument of accession.

3. Any State which accedes to the present Charter shall be deemed to become thereby a principal party to the agreement between the Signatory States contained in Chapter Five and Chapter Ten of the Convention.

4. Any State acceding to the present Charter agrees to be bound by decisions of the Arbitration Tribunal pursuant to paragraph 2 of Article 9 of its Charter concerning the extent of the jurisdiction of the Commission.

C. VERTALING

BIJLAGE BIJ HET VERDRAG INZAKE DE REGELING VAN AANGELEGEN-
HEDEN VOORTSPRUITENDE UIT DE OORLOG EN DE BEZETTING**Statuut van de Scheidsrechterlijke Commissie voor goederen, rechten
en belangen in Duitsland**

DEEL I

Duur, zetel, samenstelling en organisatie

Artikel 1

1. De Commissie wordt ingesteld voor een tijdvak van tien jaren met ingang van de inwerkingtreding van dit Statuut.

2. Dit tijdvak kan verkort of verlengd worden in onderling overleg tussen de Regeringen van de Verenigde Staten van Amerika, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland en de Franse Republiek (hierna te noemen „de Drie Mogendheden”) en van de Duitse Bondsrepubliek (hierna gezamenlijk te noemen „de Ondertekenende Staten”).

3. Na afloop van dit tijdvak zal de Commissie haar werkzaamheden voortzetten ter afwikkeling van de zaken die bij haar dan nog aanhangig zijn.

Artikel 2

De zetel van de Commissie is tezelfder plaatse als de zetel van het Scheidsrechterlijke Tribunaal, bedoeld in artikel 9 van het Verdrag inzake de betrekkingen tussen de Drie Mogendheden en de Duitse Bondsrepubliek. De Commissie kan echter bepalen dat zij elders zitting zal houden en haar taak uitoefenen, indien zij zulks gewenst acht.

Artikel 3

1. De Commissie bestaat uit negen permanente leden, die ieder moeten voldoen aan de in hun eigen land geldende vereisten om benoemd te kunnen worden in rechtsprekende functies, of aan daaraan gelijkwaardige vereisten.

2. De negen permanente leden van de Commissie worden als volgt benoemd:

- (a) drie leden door de Regeringen der Drie Mogendheden, en wel een door ieder dier Regeringen;
- (b) drie leden door de Bondsregering, en
- (c) drie leden (hierna te noemen „de neutrale leden”) door de Regeringen van de Drie Mogendheden en de Bondsregering in onderling overleg, van wie er geen onderdaan mag zijn van een Staat die aan de oorlog heeft deelgenomen.

3. De Regeringen van de Drie Mogendheden en de Bondsregering geven van haar eerste benoemingen niet later kennis dan dertig dagen na de inwerkingtreding van dit Statuut. Binnen dezelfde termijn dienen de Regeringen van de Drie Mogendheden en de Bondsregering overeenstemming te bereiken over de benoeming der drie neutrale leden. Indien na het verstrijken van deze termijn een of meer der neutrale leden niet mochten zijn benoemd, kunnen hetzij de Regeringen van de Drie Mogendheden hetzij de Bondsregering aan de President van het Internationale Gerechtshof verzoeken, zodanig neutraal lid of zodanige neutrale leden te benoemen.

4. Benoemingen voor het vervullen van vacatures geschieden op dezelfde wijze als voor de benoeming van het permanente lid dat vervangen moet worden, is bepaald. Indien echter de vervulling van een vacature door de Regeringen van een der Drie Mogendheden of door de Bondsregering niet binnen een maand na het ontstaan der vacature heeft plaats gehad, kunnen hetzij de Regeringen van de Drie Mogendheden hetzij de Bondsregering aan de President van het Internationale Gerechtshof verzoeken ter vervulling der vacature voorlopig iemand te benoemen, die geen onderdaan is van een der Staten welke aan de oorlog hebben deelgenomen, en die gedurende zes maanden in functie zal blijven, dan wel zoveel langer of korter als de vervulling der vacature op de normale wijze zal duren. Indien de vacante plaats werd ingenomen door een neutraal lid, kunnen de Regeringen der Drie Mogendheden of de Bondsregering aan de President van het Internationale Gerechtshof verzoeken, de desbetreffende benoeming te doen, indien de overeenstemming, bedoeld in lid 2 (c) van dit artikel niet is bereikt binnen een maand na het ontstaan der vacature.

5. De Commissie kan bij meerderheid van stemmen bepalen, dat een vacature bestaat, indien naar haar oordeel een lid zonder redelijke grond afwezig is gebleven bij of geweigerd heeft deel te nemen aan de behandeling of beslissing van een procedure waarvoor hij is aangewezen.

6. De Regering van een Staat die overeenkomstig het bepaalde in artikel 17 is toetreden tot dit Statuut, kan een toegevoegd lid benoemen door middel van een aan de Regeringen der Drie Mogendheden en de Bondsregering gerichte kennisgeving. Dit toegevoegd lid moet voldoen aan de vereisten bedoeld in lid 1; op hem is het bij lid 5 bepaalde van toepassing. De Regering die de benoeming doet, kan bij het ontstaan van een vacature deze vervullen door een aan de Regeringen der Drie Mogendheden en aan de Bondsregering gerichte kennisgeving.

7. Het Secretariaat van het Scheidsrechterlijke Tribunaal zal dienst doen als bureau van de Commissie.

Artikel 4

1. De permanente leden worden benoemd voor de duur van het bestaan der Commissie, met inbegrip van de periode waarmede deze duur verlengd wordt krachtens het bepaalde in lid 3 van artikel 1 van dit Statuut. Toegevoegde leden kunnen voor kortere tijd of voor bepaalde gevallen worden benoemd.

2. De leden van de Commissie mogen zich niet met werkzaamheden bezighouden, welke onverenigbaar zijn met een juiste vervulling van hun taak en zij mogen niet deelnemen aan de afwikkeling van een zaak waarin zij in andere hoedanigheid te voren betrokken zijn geweest of waarbij zij een onmiddellijk belang hebben. Bij verschil van mening ten aanzien van de toepassing van deze bepaling beslist de Commissie.

3. (a) Gedurende en na de vervulling van hun ambtsperiode zijn de leden der Commissie gevrijwaard tegen gerechtelijke vervolging ter zake van door hen bij de vervulling van hun taak verrichte handelingen.

(b) De leden der Commissie, die niet de Duitse nationaliteit bezitten, genieten bovendien op het grondgebied der Bondsrepubliek dezelfde voorrechten en immuniteiten als die welke worden toegekend aan leden van diplomatieke missies. Indien zittingen worden gehouden of ambtsverrichtingen plaatsvinden op het grondgebied van een der Drie Mogendheden, genieten de leden der Commissie, die niet de nationaliteit hebben van het land waar de zitting wordt gehouden of de ambtsverrichting plaats vindt, in dat land diplomatieke voorrechten en immuniteiten.

4. Ieder lid der Commissie verklaart, alvorens zijn ambt te aanvaarden, op een openbare zitting, dat hij zijn taak onpartijdig en nauwgezet zal vervullen.

5. Onverminderd het bepaalde in lid 5 van artikel 3 van dit Statuut, kan een lid vóór het verstrijken van zijn ambtstermijn alleen ontslagen worden indien de Regeringen van de Drie Mogendheden en de Bondsregering hieromtrent overeenstemming hebben bereikt en tevens de instemming is verkregen van:

(a) de Regering van een toetredende Staat, indien het een lid betreft, dat door deze Regering is benoemd;

(b) de President van het Internationale Gerechtshof, indien het een lid betreft, dat door de President is benoemd.

6. Ieder lid kan te allen tijde zijn ambt neerleggen door hiervan schriftelijk kennis te geven aan de Regering of de Regeringen die hem hebben benoemd en aan de Voorzitter der Commissie. Hij zal evenwel in functie blijven, totdat zijn opvolger zijn taak heeft aan-

vaard, tenzij de benoemende Regering of Regeringen en de Voorzitter anders beslissen.

Artikel 5

1. De Commissie kiest haar Voorzitter uit de drie neutrale leden voor een tijdvak van twee jaren. De Voorzitter is herkiesbaar. Indien de Voorzitter niet langer lid der Commissie is, kiest de Commissie een nieuwe Voorzitter, nadat zijn opvolger als lid der Commissie is benoemd. De overblijvende neutrale leden zijn Ondervoorzitters.

2. De Commissie, voorgezeten door de Voorzitter of een der Ondervoorzitters, houdt haar zittingen of wel in plenaire vergadering of wel in Kamers van drie leden.

3. In beginsel maken alle permanente leden deel uit van de plenaire vergadering. Een quorum van vijf leden is voldoende voor een plenaire vergadering; een plenaire vergadering omvat een oneven aantal leden; in ieder geval dient het aantal leden benoemd door de Regeringen der Drie Mogendheden gelijk te zijn aan dat benoemd door de Bondsregering; verder maakt ten minste een neutraal lid deel uit van de plenaire vergadering. De toegevoegde leden maken geen deel uit van de plenaire vergadering.

4. (a) De Kamers bestaan uit een van de leden, benoemd door de Regeringen der Drie Mogendheden, een van de leden benoemd door de Bondsregering en een neutraal lid. De Commissie wijst in plenaire vergadering de leden van deze Kamers aan en stelt de soort zaken vast, welke haar ter behandeling worden gegeven, of wijst een Kamer een bepaalde zaak ter behandeling toe. Onverminderd het bepaalde in lid 5 van artikel 13 van dit Statuut, wordt de beslissing van een Kamer in een haar toegewezen zaak beschouwd als een definitieve beslissing van de Commissie.

(b) Wanneer een Kamer een zaak behandelt, waarin een der partijen een der Drie Mogendheden is of haar onderdaan of ingezetene, neemt het lid dat door de Regering van zodanige Mogendheid is benoemd zitting, tenzij die partij met een andere regeling instemt.

(c) Voor andere zaken dan die bedoeld onder (b) van dit lid, welke door Kamers worden behandeld, geldt het volgende:

(i) indien een der partijen een der toetredende Staten of zijn onderdaan of ingezetene is, wordt het door de Regering van een der Drie Mogendheden benoemde lid vervangen door het door die toetredende Staat benoemde toegevoegde lid na een daartoe strekkend verzoek van die Staat aan de Voorzitter,

(ii) indien meer dan een der partijen toetredende Staten of onderdanen of ingezetenen van die Staten zijn,

kunnen zodanige Staten, onderdanen of ingezetenen overeenstemming bereiken ten aanzien van de vervanging van het door de Regering van een der Drie Mogendheden benoemde lid door een der toegevoegde leden die benoemd zijn door de Regeringen van de Staten welke zelf of wier onderdanen of ingezetenen partij zijn; deze vervanging zal geschieden op verzoek van alle betrokken Staten, onderdanen of ingezetenen. Bij gebreke van zodanige overeenstemming houdt het door de Regering van een der Drie Mogendheden benoemde lid in de Kamer zitting.

5. De Commissie houdt haar zittingen in het openbaar, tenzij zij anders besluit. De beraadslagingen van de Commissie zijn en blijven geheim, evenals alle feiten die in besloten zitting te harer kennis zijn gebracht.

DEEL II

Rechtsmacht, bevoegdheden en toepasselijk recht

Artikel 6

1. De Commissie heeft rechtsmacht in alle geschillen, bedoeld in artikel 7 van het vijfde Hoofdstuk en artikel 12 van het tiende Hoofdstuk van het Verdrag inzake de regeling van aangelegenheden voortspruitende uit de oorlog en de bezetting (verder aan te duiden als „het Verdrag”). Onverminderd het bepaalde in lid 2 van artikel 9 en in artikel 10 van het Statuut van het Scheidsrechterlijk Tribunaal, kan de Commissie beslissingen nemen ten aanzien van de omvang van haar rechtsmacht. De Voorzitter der Commissie kan bij het Scheidsrechterlijk Tribunaal, overeenkomstig artikel 25 van het Statuut van dat Tribunaal, advies inwinnen inzake de omvang van de rechtsmacht der Commissie.

2. De Commissie heeft in eerste aanleg of in hoger beroep in geschillen waarin zij bevoegd is en welke aan haar worden voorgelegd, uitsluitende rechtsmacht, en geen rechterlijke instantie van de Ondertekenende Staten of van enige andere Staat, noch enige andere nationale of internationale instantie heeft rechtsmacht in zodanige geschillen.

3. De Commissie heeft eveneens rechtsmacht in andere zaken welke haar te eniger tijd door de Ondertekenende Staten in gemeen overleg voorgelegd zouden worden. Indien een toetredende Staat een onmiddellijk belang bij een zodanige zaak heeft, is de toestemming van zijn Regering eveneens noodzakelijk.

4. De geschillen welke binnen de rechtsmacht van de Commissie vallen, kunnen aan haar worden voorgelegd door een der Ondertekenende Staten of een Staat welke tot dit Statuut is toegetreden,

door een onderdaan of ingezetene van een zodanige Staat of van een gebied dat bestuurd wordt door of onder contrôle staat van een dier Staten of voor welks buitenlandse betrekkingen zodanige Staat verantwoordelijk is, of door een rechtspersoon, ingesteld overeenkomstig de wetgeving van een zodanige Staat of gebied.

5. De Commissie beslist over kwesties van feitelijke en juridische aard.

Artikel 7

1. De Commissie, of in spoedeisende gevallen de Voorzitter, is bevoegd die bevelen uit te vaardigen, welke nodig zijn om de onderscheidene rechten van partijen te waarborgen, hangende de uitspraak van de Commissie. De ingevolge dit artikel door de Voorzitter uitgevaardigde beschikkingen kunnen door de Commissie worden bekrachtigd, gewijzigd of vernietigd binnen tweeënzeventig uur na de kennisgeving daarvan aan partijen.

2. Iedere partij die door een zodanige beschikking van de Commissie of van de Voorzitter wordt getroffen, en die niet te voren is gehoord, kan zich op het ogenblik en op de wijze, voorgeschreven in de procedureregels bedoeld in artikel 14 van dit Statuut, tot de Commissie wenden om de beschikking te doen wijzigen of vernietigen.

Artikel 8

Bij het doen van haar uitspraak past de Commissie de bepalingen toe van het Verdrag en van de wetgeving welke daarin toepasselijk is verklaard. Indien het nodig mocht zijn, die bepalingen aan te vullen of uit te leggen, of indien zodanige bepalingen ontbreken, past zij de algemene beginselen van internationaal recht en van rechtvaardigheid en billijkheid toe.

DEEL III

Procedure

Artikel 9

1. De door de Commissie te gebruiken officiële talen zijn Frans, Engels en Duits. De Voorzitter kan evenwel met goedvinden van partijen bepalen, dat slechts een of twee van deze talen bij de behandeling van een bepaalde zaak zullen worden gebruikt.

2. De uitspraken van de Commissie zullen in alle drie talen luiden.

Artikel 10

Een procedure voor de Commissie wordt ingesteld door het indienen van een bezwaarschrift, dat een uiteenzetting van de feiten welke aan het geschil ten grondslag liggen en de door de eiser aan-

gevoerde argumenten bevat. Tenzij de Commissie anders besluit, zal het antwoord hierop binnen een maand na betekening van het bezwaarschrift aan de wederpartij moeten worden ingediend. De Commissie kan partijen verzoeken, eventuele verdere conclusies in te dienen.

Artikel 11

1. Indien een Staat partij is in een procedure voor de Commissie, wordt zij vertegenwoordigd door gemachtigden. Dezen kunnen zich door een rechtsgeleerd raadsman doen bijstaan.

2. Natuurlijke personen kunnen voor de Commissie verschijnen hetzij in persoon of vertegenwoordigd door een rechtskundig adviseur en rechtspersonen hetzij door een gevolmachtigd vertegenwoordiger, hetzij door een rechtskundig adviseur.

3. Iedere Regeringsgemachtigde kan zowel mondeling als schriftelijk argumenten naar voren brengen en voorstellen doen in alle zaken waarin een onderdaan of ingezetene van zijn Staat partij is.

4. De Commissie kan voorschriften geven ten aanzien van de vereisten, waaraan de rechtskundige adviseur moet voldoen, teneinde te kunnen worden toegelaten.

5. De in dit artikel bedoelde gemachtigden, rechtskundige adviseurs en vertegenwoordigers genieten immuniteit van gerechtelijke vervolging ter zake van hun in de uitoefening van hun functie verrichte handelingen. Natuurlijke personen die in persoon verschijnen, genieten dezelfde immuniteit.

Artikel 12

De Commissie kan de overlegging van documenten en andere bewijsmiddelen vorderen, het verschijnen van getuigen gelasten, de mening van deskundigen vragen, en onderzoeken doen instellen.

Hiertoe kan de Commissie de hulp inroepen van de rechterlijke instanties in de Ondertekenende Staten of toetredende Staten.

Artikel 13

1. De uitspraken van de Commissie worden gedaan in de vorm van een vonnis of een bevel en bij meerderheid van stemmen der aanwezige leden.

2. Behoudens het bepaalde in dit artikel en in lid 2 van artikel 9 en artikel 10 van het Statuut van het Scheidsrechterlijk Tribunaal, zijn alle definitieve vonnissen en bevelen van de Commissie bindend voor alle partijen en niet vatbaar voor hoger beroep.

3. De vonnissen worden op schrift gesteld en in openbare zitting gegeven. Zij bevatten een vermelding der feiten en de gronden waarop de vonnissen berusten.

4. Einduitspraken van de plenaire vergadering van de Commissie zijn niet vatbaar voor hoger beroep. De einduitspraak in een zaak die naar een Kamer is verwezen, moet door de Scheidsrechterlijke Commissie in plenaire vergadering worden gedaan indien de Kamer, alvorens een einduitspraak te doen, besluit de zaak naar de plenaire vergadering van de Commissie te verwijzen.

5. Van uitspraken van een Kamer kan met vergunning van de Kamer of van de plenaire vergadering hoger beroep bij de plenaire vergadering worden ingesteld in rechtsvragen. De vergunning moet worden gevraagd binnen dertig dagen na de betekening van de schriftelijke uitspraak aan de betrokken partij, en de vergunning verliest haar kracht indien het hoger beroep niet binnen dertig dagen na de dag waarop het is toegestaan, wordt ingesteld.

6. Hoger beroep bij de plenaire Commissie of de Kamer is steeds mogelijk van een bevel, uitgevaardigd door een lid van de Commissie rechtdoende als alleensprekend rechter, en wel binnen dertig dagen na de betekening van zodanig bevel aan de betrokken partij.

7. Herziening van een einduitspraak kan slechts aan de Commissie gevraagd worden indien een feit aan het licht wordt gebracht, dat van beslissende invloed is, en waarvan de Commissie en de partij die de herziening vraagt, vóór de uitspraak onkundig waren. De Commissie in plenaire zitting beslist of zodanige herziening gerechtvaardigd is.

Artikel 14

1. De procedure bestaat uit een schriftelijk en mondeling deel. De mondelinge procedure kan op verzoek van beide partijen achterwege blijven.

2. De Commissie stelt procedureregels op, welke in overeenstemming zijn met dit Statuut. Hierbij kan het wijzen van een vonnis bij verstek mogelijk worden gemaakt, indien een der partijen niet verschijnt of in gebreke blijft conclusies te nemen.

Deze voorschriften kunnen ook voorzien in het belasten van een lid der Commissie met een speciale opdracht.

Artikel 15

1. De Commissie kan voorschriften geven betreffende de vaststelling der proceskosten, alsook betreffende het kosteloos procederen.

2. In beginsel draagt iedere procespartij haar eigen kosten. De Commissie kan evenwel een andere kostenverdeling vaststellen in zodanige gevallen, waarin zij het procederen kwaadwillig of vexatoir oordeelt, waarbij de redenen in het vonnis moeten zijn opgenomen.

DEEL IV

Administratie en kosten

Artikel 16

1. Ieder der Ondertekenende Staten en iedere Staat welke toetreedt tot dit Statuut, draagt de volledige kosten aan salaris en toelagen van elk der door hem benoemde leden der Commissie.

2. De kosten, verbonden aan het optreden der Commissie (met inbegrip van de salarissen en de toelagen der neutrale leden), worden in gelijke delen gedragen door de Drie Mogendheden enerzijds en de Bondsrepubliek anderzijds.

3. De Ondertekenende Staten treffen bij aanvullende administratieve overeenkomst regelingen inzake de administratie der Commissie, de huisvesting der Commissie, haar leden en personeel, de salarissen en de toelagen der neutrale leden, en de benoeming en de salariëring van het personeel.

DEEL V

Slotbepalingen

Artikel 17

1. Dit Statuut treedt te zelfder tijd in werking als het Verdrag.

2. Iedere Staat kan tot dit Statuut toetreden door schriftelijke kennisgeving langs diplomatieke weg aan ieder der Ondertekenende Staten en door nederlegging van een akte van toetreding tot dit Statuut bij de Regering van de Bondsrepubliek. Dit Statuut wordt voor de toetredende Staat verbindend met ingang van de datum der nederlegging van de akte van toetreding.

3. Iedere Staat welke tot dit Statuut toetreedt, wordt geacht daardoor volledig partij te worden bij hetgeen in het vijfde en het tiende Hoofdstuk van het Verdrag door de Ondertekenende Staten is bepaald.

4. Iedere Staat welke tot dit Statuut toetreedt, erkent daardoor zich gebonden te achten aan de uitspraken van het Scheidsrechtelijk Tribunaal, overeenkomstig het bepaalde in lid 2 van artikel 9 van het Statuut van dat Tribunaal, voor wat de omvang van de rechtsmacht der Commissie betreft.

F. TOETREDING

Overeenkomstig artikel 17, lid 2, zijn de volgende Staten tot het Statuut toetreden:

Italië	27 juli 1955
Nederland	6 september 1955

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Statuut zijn ingevolge artikel 17, eerste lid, in werking getreden op 5 mei 1955 voor een tijdvak van tien jaar.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft geldt het Statuut voor het gehele Koninkrijk, met ingang van 6 september 1955.

J. GEGEVENS

I. Het Statuut behoort als Bijlage bij het in artikel 6 en verder in het Statuut genoemde Verdrag inzake de regeling van aangelegenheden voortspruitende uit de oorlog en de bezetting, dat op 26 mei 1952 te Bonn werd ondertekend en op 23 oktober 1954 te Parijs werd gewijzigd bij het Protocol inzake de beëindiging van het bezettingsregime in de Bondsrepubliek Duitsland. Het Koninkrijk der Nederlanden is bij dat Verdrag en dat Protocol geen partij. De Franse, de Engelse en de Duitse tekst van het Verdrag, zoals gewijzigd, zijn opgenomen in „Bundesgesetzblatt” II, 1955, No. 8, blz. 405 e.v. De Engelse tekst is opgenomen in „British Parliamentary Papers”, Command 9368 (Germany No. 1 (1955)), blz. 67 e.v.

In artikel 3, lid 2, van het hiervóór genoemde Protocol inzake de beëindiging van het bezettingsregime in de Bondsrepubliek Duitsland is bepaald, dat het Protocol en de er bij behorende documenten (waaronder het gewijzigde Verdrag met inbegrip van het Statuut) in werking zouden treden zodra alle ondertekenende Staten hun akte van bekrachtiging of goedkeuring bij de Duitse Bondsregering zouden hebben nedergelegd. Deze nederlegging werd verricht door:

de Verenigde Staten van Amerika	20 april 1955
de Bondsrepubliek Duitsland	20 april 1955
Frankrijk	5 mei 1955
het Verenigd Koninkrijk van Groot- Britannië en Noord-Ierland	5 mei 1955

Van het vijfde en het tiende Hoofdstuk van het Verdrag, waarbij het Koninkrijk der Nederlanden ingevolge artikel 17, lid 3, van het Statuut partij is geworden door toetreding tot het Statuut, luiden de Franse en de Engelse tekst en de vertaling in het Nederlands als volgt:

CHAPITRE CINQUIEME

Restitutions externes

Article 1

1. Lors de l'entrée en vigueur de la présente Convention, la République Fédérale instituera et équipera une agence administrative, dont elle recrutera le personnel, qui sera chargée, dans les conditions prévues dans le présent Chapitre et dans l'Annexe qui lui est jointe, de la recherche, de la récupération et de la restitution des bijoux, de l'argenterie et des meubles anciens (lorsque chacun de ces objets est d'une valeur substantielle) et des biens culturels, si ces objets ou biens culturels ont été, au cours de l'occupation d'un territoire, enlevés de ce territoire par les forces ou les autorités de l'Allemagne ou de ses alliés ou par leurs membres individuellement, que ce soit par ordre ou sans ordre, à la suite d'une acquisition par contrainte, avec ou sans violence, par vol, par réquisition ou par toute autre forme de dépossession forcée.

2. Dans le cas de biens culturels qui se trouvaient dans le pays intéressé antérieurement à la date applicable à ce pays, telle qu'elle est spécifiée à l'Article 5 du présent Chapitre, la restitution sera également opérée:

- (a) si ces biens ont été acquis par voie de don effectué sous une pression directe ou indirecte, ou en raison de la position officielle du donataire;
- (b) s'ils ont été acquis par voie d'achat, à moins que les biens n'aient été introduits dans le pays intéressé aux fins de revente.

3. Dans le cas des bijoux, de l'argenterie ou des meubles anciens, la restitution peut être refusée s'il est établi que le bien en cause a été enlevé après avoir été acquis du propriétaire primitif contre paiement dans le cadre d'une opération commerciale régulière, même si le règlement en a été opéré en monnaie d'occupation.

4. L'expression „biens culturels” désigne les biens mobiliers présentant une valeur religieuse, artistique, documentaire, éducative ou historique ou une importance équivalente; cette définition comprend les objets du genre de ceux qui se trouvent habituellement dans les musées, les collections publiques ou privées, les bibliothèques ou les archives historiques. Le terme „ancien” s'applique aux meubles datant de cent ans ou plus à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. L'expression „valeur substantielle” signifie une valeur au moins égale à 200.000 francs français, compte tenu du pouvoir d'achat du franc au 1er janvier 1951.

5. L'agence visée au paragraphe 1 du présent Article communiquera aux Trois Puissances ou à leurs représentants, sur demande,

CHAPTER FIVE

External Restitution

Article 1

1. Upon the entry into force of the present Convention, the Federal Republic shall establish, staff and equip an administrative agency which shall, as provided in this Chapter and the Annex thereto, search for, recover and restitute jewellery, silverware and antique furniture (where individual articles are of substantial value), and cultural property, if such articles or cultural property were, during the occupation of any territory, removed therefrom by the forces or authorities of Germany or its Allies or their individual members (whether or not pursuant to orders) after acquisition by duress (with or without violence), by larceny, by requisitioning or by other forms of dispossession by force.

2. In the case of cultural property which was present in the country concerned prior to the date applicable to that country, as specified in Article 5 of this Chapter, restitution shall also be made

- (a) if it was acquired by way of gift made under direct or indirect pressure or in consideration of the official position of the recipient;
- (b) if it was acquired by way of purchase, unless it had been brought into the country concerned for the purpose of sale.

3. In the case of jewellery, silverware or antique furniture, restitution may be denied if it is established that the property concerned was removed after acquisition from the original owner for value by way of a regular commercial transaction, even if payment was made in occupation currency.

4. The term "cultural property" shall comprise movable goods of religious, artistic, documentary, scholarly or historic value, or of equivalent importance, including objects customarily found in museums, public or private collections, libraries or historic archives. The term "antique" shall mean property which upon the entry into force of the present Convention is one hundred or more years old. The term "substantial value" shall mean a value of not less than 200,000 French francs at the 1 January 1951 purchasing power.

5. The agency referred to in paragraph 1 of this Article will give information on matters dealt with by it to the Three Powers or their

des renseignements sur les matières qu'elle traite et fournira des rapports trimestriels sur son activité. Les archives de l'agence seront conservées jusqu'à ce qu'il en ait été convenu autrement.

Article 2

1. Toute restitution en application de l'Article 1 du présent Chapitre ne peut être demandée au Gouvernement Fédéral que par le Gouvernement de l'État du territoire duquel le bien a été enlevé. Le Gouvernement Fédéral peut rejeter une demande de restitution si cette demande a été déjà rejetée comme non fondée par l'organisme compétent de l'une des Trois Puissances, sauf dans le cas où est fournie une preuve qui n'a pu être produite antérieurement.

2. La restitution de bijoux, d'argenterie ou de meubles anciens ne peut être demandée au Gouvernement Fédéral que si une demande s'y rapportant a été reçue par un organisme de l'une des Trois Puissances avant l'entrée en vigueur de la présente Convention. Dans le cas de biens culturels, aucune nouvelle demande de restitution ne pourra être présentée après le 8 mai 1956. Lorsque, dans un cas particulier, les enquêtes menées, en ce qui concerne les biens réclamés, par l'agence allemande visée à l'Article 1 du présent Chapitre, ont été infructueuses ou n'ont pas conduit à la découverte des biens réclamés avant le 8 mai 1957, et que la réussite de nouvelles enquêtes est improbable, l'agence arrêtera la procédure. La partie intéressée pourra se pourvoir en appel contre cette décision devant la Commission Arbitrale sur les Biens, Droits et Intérêts en Allemagne conformément à l'Article 7. Si, après l'arrêt de la procédure, les biens réclamés sont identifiés, la procédure de restitution peut être ouverte à nouveau.

3. Les demandes reçues par un organisme de l'une des Trois Puissances, qui n'ont pas été définitivement réglées avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, et qui relèvent du champ d'application des dispositions de l'Article 1 du présent Chapitre et du présent Article, seront renvoyées par la Puissance intéressée à l'agence allemande visée à l'Article 1. Celle-ci prendra toutes mesures à leur égard dans les mêmes conditions que si ces demandes avaient été présentées directement à l'agence allemande par le Gouvernement réclamant.

4. La présentation d'une demande de restitution en vertu de l'Article 1 du présent Chapitre pour le compte d'une personne physique ou d'une entité juridique fera obstacle à la présentation de cette demande en vertu de l'Article 3; de même, une action en restitution en vertu de l'Article 3 fera obstacle à la présentation d'une demande de restitution en vertu de l'Article 1.

representatives on request and submit quarterly reports on its activity. The records of the agency shall be preserved until otherwise agreed.

Article 2

1. Restitution pursuant to Article 1 of this Chapter may be requested from the Federal Government only by the Government of the State from the territory of which the property was removed. The Federal Government may reject a restitution request if such request has already been rejected as not well founded by the appropriate agency of one of the Three Powers, except in a case where evidence which could not previously be presented is adduced.

2. Restitution of jewellery, silverware or antique furniture may only be claimed from the Federal Government if a pertinent request has been lodged with an agency of any of the Three Powers prior to the entry into force of the present Convention. In the case of cultural property, no new claim for restitution may be filed after 8 May 1956. Where, in any particular case, the investigations of the German agency referred to in Article 1 of this Chapter with respect to claimed property have been unsuccessful or where they have not led to the discovery of the claimed property by 8 May 1957, and where further investigations are unlikely to be successful, the agency shall discontinue the proceedings. Such a decision may be appealed from by the party concerned to the Arbitral Commission on Property, Rights and Interests in Germany pursuant to Article 7. If, after such discontinuance, the claimed property is identified, the restitution proceedings may be reopened.

3. Claims filed with an agency of any of the Three Powers and not finally disposed of prior to the entry into force of the present Convention and falling within the scope of the provisions of Article 1 of this Chapter and this Article shall be referred by the Power concerned to the German agency referred to in Article 1. They shall be acted upon by the German agency as though filed directly with it by the claimant Government.

4. Submission of a claim for restitution pursuant to Article 1 of this Chapter on behalf of any person or entity shall preclude such submission pursuant to Article 3; likewise, action for restitution pursuant to Article 3 shall preclude submission of a claim for restitution pursuant to Article 1.

Article 3

1. Nonobstant les dispositions contraires du droit allemand, toute personne qui a, ou dont le prédécesseur légal a, pendant l'occupation d'un territoire, été dépossédé de ses biens par vol ou par contrainte avec ou sans violence, par les forces ou les autorités de l'Allemagne ou de ses alliés, ou par leurs membres individuellement, que ce soit par ordre ou sans ordre, aura un droit à restitution concernant ces biens à l'encontre de leur possesseur actuel, sous réserve, toutefois:

- (a) du remboursement par le demandeur au défendeur des dépenses qui ont augmenté la valeur des biens et qui ont été faites après leur acquisition, et
- (b) du paiement par le demandeur de la valeur de toute contrepartie reçue par lui ou par son prédécesseur légal, qui sera traitée de la même manière que les avoirs allemands existant à la date de l'enlèvement dans le pays d'où les biens ont été enlevés.

Un tel droit n'existera pas si le possesseur actuel a exercé sur les biens une possession de bonne foi pendant dix ans ou jusqu'au 8 mai 1956, selon celle de ces deux dates qui sera la plus éloignée.

2. Tout ressortissant ou résidant d'un État ayant accédé à la Charte de la Commission Arbitrale sur les Biens, Droits et Intérêts en Allemagne peut introduire devant un tribunal allemand une action en restitution en vertu du paragraphe 1 du présent Article, au plus tard le 8 mai 1956, ou avant la date d'expiration d'une période de dix années pendant laquelle le possesseur aura exercé sur les biens une possession de bonne foi, selon celle de ces deux dates qui sera la plus éloignée.

3. Aucune demande de restitution ne peut être présentée si, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, une demande présentée par un Gouvernement pour le compte du réclamant et tendant à la restitution des biens en cause a été rejetée comme non fondée par un organisme de l'une des Trois Puissances, sauf dans le cas où est fournie une preuve qui n'a pu être produite antérieurement.

Article 4

1. Si un bien à restituer a été, après son identification en Allemagne, soit utilisé ou consommé en Allemagne avant sa restitution au demandeur, soit détruit ou volé, ou s'il en a été autrement disposé avant sa remise au Gouvernement réclamant ou à l'organisme compétent de l'une des Trois Puissances pour être remis au demandeur, la République Fédérale indemniserá les demandeurs qui auraient autrement droit à restitution en vertu des Articles 1 ou 3 du présent Chapitre ou dont les demandes de restitution ont été, à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, approuvées par l'une des Trois Puissances.

Article 3

1. Notwithstanding provisions of German law to the contrary, any person who, or whose predecessor in title, during the occupation of a territory, has been dispossessed of his property by larceny or by duress (with or without violence) by the forces or authorities of Germany or its Allies, or their individual members (whether or not pursuant to orders), shall have a claim against the present possessor of such property for its restitution, subject, however, to:

- (a) reimbursement by the claimant to the defendant for expenditures, which have enhanced the value of the property, made after its acquisition;
- (b) payment by the claimant of the value of any consideration received by him or his predecessor in title, which shall be treated in the same manner as German assets existing at the date of removal in the country from which the property was removed.

No such claim shall exist if the present possessor has possessed the property bona fide for ten years or until 8 May 1956, whichever is later.

2. Any claim to restitution pursuant to paragraph 1 of this Article may be brought before a German court on or before 8 May 1956 or before the expiration of ten years during which the possessor possessed the property bona fide, whichever is later, by any national or resident of a State which has acceded to the Charter of the Arbitral Commission on Property, Rights and Interests in Germany.

3. No restitution claim may be asserted, if, prior to the entry into force of the present Convention, a request by a Government on behalf of the claimant for restitution of the property concerned was rejected as not well founded by an agency of one of the Three Powers, except in a case where evidence which could not previously be presented is adduced.

Article 4

1. If property to be restituted has, after identification in Germany, either been utilized or consumed in Germany before return to the claimant or been destroyed, stolen or otherwise disposed of before receipt by the claimant Government or by an appropriate agency of one of the Three Powers for despatch to the claimant, the Federal Republic shall compensate claimants who would otherwise be entitled to restitution under Article 1 or 3 of this Chapter, or who, at the entry into force of the present Convention, have had their claims for restitution approved by one of the Three Powers.

2. Sur requête du demandeur qui aurait autrement droit à restitution, l'agence allemande visée à l'Article 1 du présent Chapitre rendra une décision sur la demande d'indemnisation relative au bien dont la restitution aurait pu être demandée en vertu des Articles 1 et 2. Sur introduction d'une instance par le demandeur qui aurait autrement droit à restitution, le tribunal visé à l'Article 3 rendra une décision sur la demande d'indemnisation relative au bien dont la restitution aurait pu être demandée en vertu de l'Article 3, à condition que le demandeur soit un ressortissant ou un résidant d'un Etat ayant accédé à la Charte de la Commission Arbitrale sur les Biens, Droits et Intérêts en Allemagne. Le dépôt de la requête et l'introduction de l'instance doivent être effectués dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente Convention ou dans l'année qui suit la notification au demandeur que le bien n'est plus restituable, selon celui des deux délais qui sera le plus long.

3. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 2 du présent Article, les demandes tombant sous le coup du paragraphe 1, qui ont été présentées à un organisme de l'une des Trois Puissances avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, peuvent être renvoyées par cette Puissance à l'agence allemande visée à l'Article 1 du présent Chapitre ou peuvent être présentées à cette agence par le Gouvernement demandeur. Toutes les demandes visées au présent paragraphe seront renvoyées à l'agence ou lui seront présentées dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention et feront l'objet d'une décision de la part de cette agence.

4. L'agence allemande visée à l'Article 1 du présent Chapitre reconnaîtra les demandes de restitution qui auront été approuvées par l'une des Trois Puissances avant l'entrée en vigueur de la présente Convention. L'agence considérera également comme probant un certificat délivré par l'une des Trois Puissances, indiquant que le bien faisant l'objet de la demande n'a pas été remis à un organisme compétent de cette Puissance, pour transmission au demandeur.

5. Les indemnisations accordées en vertu du présent Article seront fixées selon la somme correspondant à la valeur de remplacement du bien en cause à la date de la décision d'indemnisation.

Article 5

1. Les dispositions du présent Chapitre s'appliquent à l'égard des pays ci-après, à compter des dates respectives indiquées ci-dessous:

Pays	Date
Autriche	12 mars 1938
Tchécoslovaquie	1er avril 1939
Pologne	1er septembre 1939
Danemark	9 avril 1940

2. The German agency referred to in Article 1 of this Chapter shall, upon application by the claimant otherwise entitled to restitution, render a decision on the compensation claim in respect of property the restitution of which could have been requested under Articles 1 and 2. The court stipulated in Article 3 shall, upon suit brought by the claimant otherwise entitled to restitution, render a decision on the compensation claim in respect of property the restitution of which could have been requested under Article 3, provided that the plaintiff is a national or a resident of a State which has acceded to the Charter of the Arbitral Commission on Property, Rights and Interests in Germany. The filing of the application and the bringing of the suit must take place not later than one year after the entry into force of the present Convention or one year after notification to the claimant that the property is not available for restitution, whichever is later.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2 of this Article, claims falling within the scope of paragraph 1 filed with an agency of any of the Three Powers before the entry into force of the present Convention may either be referred by that Power to the German agency referred to in Article 1 of this Chapter or be filed with that agency by the claimant Government. All claims under this paragraph shall be referred to or filed with the agency not later than six months after the entry into force of the present Convention and shall be decided by it.

4. The German agency referred to in Article 1 of this Chapter shall recognize claims for restitution which have been approved by any of the Three Powers prior to the entry into force of the present Convention. The agency shall also accept as conclusive a certificate by any one of the Three Powers that the property which was the subject of the claim had not been received by an appropriate agency of that Power for despatch to the claimant.

5. Compensation pursuant to this Article shall be awarded in the amount of the replacement value of the property concerned as of the date of the award.

Article 5

1. The provisions of this Chapter shall apply in respect of the following countries as of the respective date set forth below:

Country	Date
Austria	12 March 1938
Czechoslovakia	1 April 1939
Poland	1 September 1939
Denmark	9 April 1940

Norvège	9 avril 1940
Belgique	10 mai 1940
Luxembourg	10 mai 1940
Pays-Bas	10 mai 1940
France	17 mai 1940
Grèce	28 octobre 1940
Yougoslavie	6 avril 1941
Union des Républiques Socialistes Soviétiques	22 juin 1941
Italie	3 septembre 1943
Roumanie	12 septembre 1944
Finlande	19 septembre 1944
Bulgarie	28 octobre 1944
Hongrie	20 janvier 1945

2. Les dispositions du présent Chapitre s'appliquent aux biens publics et privés, qui ont été enlevés des territoires visés au paragraphe 1 du présent Article.

Article 6

Si la République Fédérale conclut avec toute autre Puissance, en des matières couvertes par le présent Chapitre, des arrangements plus favorables pour cette Puissance que les dispositions correspondantes du présent Chapitre, le bénéfice de ces nouveaux arrangements sera étendu automatiquement à toutes les Puissances bénéficiant des dispositions correspondantes du présent Chapitre.

Article 7

1. Les Etats Signataires instituent une Commission Arbitrale sur les Biens, Droits et Intérêts en Allemagne dont le fonctionnement sera régi par les dispositions de la Charte annexée à la présente Convention.

2. Sur demande de la partie intéressée, toute décision définitive (Endentscheidung) de l'agence allemande en vertu des Articles 1, 2 ou 4 du présent Chapitre, ou d'un tribunal allemand en vertu des Articles 3 ou 4, sera sujette à révision de la part de la Commission Arbitrale sur les Biens, Droits et Intérêts en Allemagne.

3. La partie intéressée soumettra sa demande à la Commission dans les trente jours après que cette décision lui aura été signifiée. Si l'agence allemande ou le tribunal allemand ne rend pas de décision dans l'année suivant la présentation de la demande, le demandeur pourra soumettre sa demande directement à la Commission dans les trente jours suivant l'expiration de cette période d'une année.

4. Dans toute affaire qui lui sera soumise, la Commission pourra rendre elle-même une décision définitive ou renvoyer l'affaire à l'agence allemande ou au tribunal allemand avec les instructions que la Commission estimera nécessaires ou appropriées.

Norway	9 April 1940
Belgium	10 May 1940
Luxembourg	10 May 1940
Netherlands	10 May 1940
France	17 May 1940
Greece	28 October 1940
Yugoslavia	6 April 1941
Union of Soviet Socialist Republics	22 June 1941

Italy	3 September 1943
Rumania	12 September 1944
Finland	19 September 1944
Bulgaria	28 October 1944
Hungary	20 January 1945

2. The provisions of this Chapter shall cover public and private property which was removed from territories referred to in paragraph 1 of this Article.

Article 6

If the Federal Republic concludes with any other Power, on matters within the scope of this Chapter, arrangements more favourable to such other Power than the corresponding provisions of this Chapter, the benefits of such new arrangements shall automatically be extended to all powers benefiting from those provisions.

Article 7

1. The Signatory States hereby establish an Arbitral Commission on Property, Rights and Interests in Germany, which shall function in accordance with the provisions of its Charter annexed to the present Convention.

2. Upon application of the party concerned, any final decision (Endentscheidung) by the German agency pursuant to Articles 1, 2 or 4 of this Chapter, or by a German court pursuant to Articles 3 or 4, shall be subject to review by the Arbitral Commission on Property, Rights and Interests in Germany.

3. Application to the Commission shall be submitted by the party concerned within thirty days after service of such decision. If the German agency or the German court does not render a decision within one year after submission of the claim, the claimant may submit his claim directly to the Commission within thirty days following the expiration of the one year period.

4. In any case submitted to it, the Commission may itself render a final decision in regard to such case or may remand it to the German agency or to the German court with such instructions as the Commission deems necessary or appropriate.

5. Les jugements de la Commission seront définitifs et lieront les autorités et les tribunaux des Etats Signataires et des autres Etats ayant accédé à la Charte.

ANNEXE AU CHAPITRE CINQUIEME

Paragraphe 1

1. Le Gouvernement Fédéral instituera en tant qu'Autorité Fédérale Supérieure (Bundesoberbehörde) l'agence administrative prévue au paragraphe 1 de l'Article 1 du Chapitre qui précède.

2. Tous les tribunaux allemands et autorités allemandes doivent, conformément à l'Article 35 de la Loi Fondamentale, prêter une aide judiciaire et administrative à cette Autorité Fédérale Supérieure.

Paragraphe 2

1. Les demandes de restitution présentées conformément aux Articles 1 et 2 du Chapitre qui précède, à l'exclusion de celles désignées au paragraphe 3 de l'Article 2, doivent comporter:

- (a) la désignation du bien dont la restitution est demandée;
- (b) autant que possible, l'indication de la personne entre les mains de laquelle se trouve ce bien au moment de la présentation de la demande;
- (c) un exposé des faits motivant la demande en restitution.

2. Des copies certifiées conformes des pièces venant à l'appui de la demande de restitution doivent être jointes à cette demande ou présentées ultérieurement.

Paragraphe 3

1. Les demandes d'indemnisation présentées conformément à l'Article 4 du Chapitre qui précède, à l'exclusion de celles désignées au paragraphe 3 dudit Article, doivent comporter:

- (a) la désignation du bien qui fait l'objet d'une demande d'indemnisation;
- (b) les renseignements relatifs à l'identification en Allemagne de ce bien;
- (c) les renseignements relatifs à l'utilisation, la consommation, la destruction, le vol ou la cession de ce bien;
- (d) une indication de la somme réclamée;
- (e) les renseignements relatifs à tout autre fait motivant la demande.

2. Des copies certifiées conformes des pièces venant à l'appui de la demande d'indemnisation doivent être jointes à cette demande ou présentées ultérieurement.

5. The judgments of the Commission shall be final and binding on the authorities and courts of the Signatory States and other States acceding to its Charter.

ANNEX TO CHAPTER FIVE

Section 1

1. The Federal Government shall establish the administrative agency provided for in paragraph 1 of Article 1 of the foregoing Chapter as a Federal Higher Authority (Bundesoberbehörde).

2. All German courts and authorities shall render the Federal Higher Authority legal and other official assistance pursuant to Article 35 of the Basic Law.

Section 2

1. Applications for restitution pursuant to Articles 1 and 2 of the foregoing Chapter, with the exception of those specified in paragraph 3 of Article 2, shall include

- (a) a description of the property restitution of which is demanded;
- (b) when possible, identification of the person possessing such property at the time of filing of the application;

- (c) a description of the facts on which the restitution claim is based.

2. Certified copies of the documents supporting the restitution claim shall be attached to the application or shall be subsequently submitted.

Section 3

1. Applications for compensation pursuant to Article 4 of the foregoing Chapter, with the exception of those specified in paragraph 3 of that Article, shall include

- (a) a description of the property in respect of which compensation is demanded;
- (b) information relating to the identification in Germany of such property;
- (c) information relating to the utilization, consumption, destruction, theft or disposal of such property;
- (d) notice of the amount claimed;
- (e) information concerning any other matters on which the claim is based.

2. Certified copies of the documents supporting the compensation claim shall be attached to the application or shall be subsequently submitted.

Paragraphe 4

La procédure devant l'Autorité Fédérale Supérieure est exempte de frais.

Paragraphe 5

1. L'Autorité Fédérale Supérieure procède aux enquêtes nécessaires. Elle peut, à cet effet, procéder d'office (von Amts wegen) à la recherche de preuves par une procédure accélérée, et, en particulier, procéder ou faire procéder par un tribunal à l'audition de témoins, d'experts ou de personnes dont les droits seraient affectés par la restitution. Chaque fois qu'il apparaît nécessaire de faire prêter serment, ce serment doit être prêté devant un tribunal. L'Autorité Fédérale Supérieure est compétente pour recevoir toute déclaration écrite tenant lieu de serment (eidesstattliche Versicherung).

2. Sont considérées comme parties intéressées, outre le Gouvernement demandeur, toutes personnes dont les droits seraient affectés par la restitution.

3. Les parties intéressées doivent se voir accorder la possibilité d'exposer leur point de vue. Elles peuvent se faire représenter par des agents ou des conseils. Elles doivent être avisées des dates des audiences fixées pour les auditions prévues à la seconde phrase de l'alinéa 1 du présent paragraphe, et peuvent assister à ces audiences. Les pièces soumises par l'une des parties intéressées doivent être communiquées aux autres parties.

Paragraphe 6

L'Autorité Fédérale Supérieure doit, lorsque la réalisation du droit à restitution lui paraît menacée, ordonner toutes mesures conservatoires nécessaires à la sauvegarde du bien en cause.

Paragraphe 7

Toute décision de l'Autorité Fédérale Supérieure doit être motivée par écrit et notifiée aux parties intéressés.

Paragraphe 8

1. L'Autorité Fédérale Supérieure prend toutes mesures en vue de la restitution. S'il est nécessaire, elle ordonne que les biens à restituer soient expropriés au profit de la République Fédérale qui les transférera (zuleiten) aux ayants-droit à restitution.

2. Une loi fédérale réglera la nature et le montant de l'indemnisation de personnes atteintes par l'expropriation.

3. Lorsque l'Autorité Fédérale Supérieure fera droit à une demande visée à l'Article 4 du Chapitre qui précède, elle fixera le montant de l'indemnisation à verser par la République Fédérale.

Section 4

Proceedings before the Federal Higher Authority shall be free of charge.

Section 5

1. The Federal Higher Authority shall conduct the necessary investigations. For this purpose it may on its own motion (von Amts wegen) take evidence by accelerated procedure; in particular, it may hear witnesses, experts and the persons whose rights are affected by the restitution or cause their hearing before a court. Where a hearing under oath appears necessary, such oath shall be sworn before a court. The Federal Higher Authority shall be authorized to accept statements in lieu of oaths (eidesstattliche Versicherungen).

2. In addition to the applying Government, all persons shall be considered parties concerned whose rights would be affected by the restitution.

3. The parties concerned shall be afforded an opportunity to state their views. They may be represented by agents or counsel. They shall be notified of the dates of the hearings ordered for the purpose of interrogations pursuant to the second sentence of paragraph 1 of this Section and may attend these hearings. The documents filed by a party concerned shall be transmitted to the other parties.

Section 6

Where realization of the restitution claim appears to be endangered, the Federal Higher Authority shall order the necessary interim measures to be taken for safeguarding the property.

Section 7

Decisions of the Federal Higher Authority shall state in writing the reasons on which they are based and shall be served upon the parties concerned.

Section 8

1. The Federal Higher Authority shall take all measures required for the restitution. Where necessary the Federal Higher Authority shall order that property to be restituted shall be expropriated in favour of the Federal Republic, which will forward (zuleiten) it to the restitution claimant.

2. The nature and amount of the compensation to persons affected by the expropriation shall be fixed by a Federal law.

3. Where the Federal Higher Authority allows a claim under Article 4 of the foregoing Chapter, it shall fix the amount of the compensation to be paid by the Federal Republic.

CHAPITRE DIXIEME

Intérêts étrangers en Allemagne

Article 1

1. Pour autant que cela n'ait pas encore été fait, la République Fédérale prendra toutes les dispositions nécessaires pour mettre les nations, personnes et sociétés visées au paragraphe 3 du présent Article en mesure d'obtenir la restitution de leurs biens dans leur état actuel et la restauration de leurs droits et intérêts sur le territoire fédéral dans la mesure où ces biens, droits et intérêts ont subi un traitement discriminatoire. Les biens, droits et intérêts des nations, personnes et sociétés visées au paragraphe 3 seront libérés par la République Fédérale de toutes charges ou servitudes quelconques auxquelles ils auraient pu être soumis par suite d'un traitement discriminatoire. Aucun droit ne sera prélevé soit à l'occasion de leur restitution ou de leur restauration, soit à l'occasion de la levée de ces charges ou servitudes. Toutefois, des conditions équitables pourront être imposées pour éviter un enrichissement injuste de l'une des nations, personnes ou sociétés visées au paragraphe 3.

2. Lors de l'entrée en vigueur de la présente Convention, la République Fédérale instituera la procédure prévue dans l'Annexe au présent Chapitre pour le dépôt et l'examen des demandes fondées sur les dispositions du présent Article et pour l'exécution des décisions qui seront rendues à leur égard. Elle donnera à cette procédure toute la publicité appropriée. Ces demandes devront être présentées dans les douze mois de l'institution de cette procédure. La République Fédérale devra également, dans toute la mesure du possible, porter à la connaissance de toute partie intéressée qui en fera la demande tous renseignements concernant la gestion, par des administrateurs séquestres, de ces biens, droits et intérêts.

3. Les entités et personnes suivantes auront qualité pour présenter des réclamations en application des dispositions du présent Article:

- (a) les Nations-Unies et leurs ressortissants;
- (b) les successeurs de ces ressortissants; et
- (c) les sociétés constituées selon le droit allemand dans lesquelles des ressortissants des Nations-Unies possèdent des participations;

sous réserve que ces ressortissants ou leurs successeurs, sauf dans le cas des successeurs en ligne directe par voie d'héritage ou de dispositions testamentaires, aient été ressortissants des Nations-Unies à la date du traitement discriminatoire.

4. L'expression „traitement discriminatoire”, au sens du présent Article, désigne les mesures de toute nature appliquées entre le 1er septembre 1939 et le 8 mai 1945 à tous biens, droits et intérêts par

CHAPTER TEN

Foreign Interests in Germany

Article 1

1. Insofar as this has not already been done, the Federal Republic will take all steps necessary to ensure that the nations, persons and companies referred to in paragraph 3 of this Article shall be able to secure the return of their property in its present condition, and the restoration of their rights and interests, in the Federal territory to the extent to which such property, rights or interests suffered discriminatory treatment. The property, rights and interests of the nations, persons and companies referred to in paragraph 3 shall be freed by the Federal Republic from all encumbrances and charges of any kind to which they may have become subject as a result of discriminatory treatment. No costs shall be imposed either in connection with the return or restoration or with the removal of encumbrances or charges. Equitable conditions may, however, be imposed to prevent the unjust enrichment of any nation, person or company referred to in paragraph 3.

2. On the entry into force of the present Convention, the Federal Republic shall establish, and give adequate publicity to, the procedure described in the Annex to this Chapter for the filing and consideration of claims based on the provisions of this Article and for the satisfaction of awards based on such claims. Such claims shall be filed within twelve months from the establishment of such procedure. The Federal Republic shall also make available, so far as possible, all information concerning the administration by custodians of property, rights or interests to any interested party who may request it.

3. The following shall be entitled to claim under the provisions of this Article:

- (a) United Nations and their nationals,
- (b) the successors of such nationals, and
- (c) companies organized under German law in which United Nations nationals own participation,

provided that such nationals or, except in the case of direct successors by inheritance or testamentary disposition, their successors were United Nations nationals at the date of the discriminatory treatment.

4. The term "discriminatory treatment" as used in this Article shall mean action of all kinds applied between 1 September 1939 and 8 May 1945 to any property, rights or interests, as a result of any

suite de tout traitement exceptionnel qui n'était pas généralement applicable à tous les biens, droits et intérêts non-allemands, et qui ont eu pour effet d'occasionner des préjudices, pertes ou dommages quelconques sans le libre consentement des parties intéressées et sans indemnisation appropriée. Tout acte ou omission intervenu en application de l'Ordonnance allemande sur le Traitement des Biens Ennemis, en date du 15 janvier 1940, de tous amendements à cette Ordonnance ou de toutes autres réglementations ayant des buts analogues, pourra être considéré comme constituant un traitement discriminatoire, même s'il entrait dans le cadre de cette Ordonnance, de ces amendements ou de ses réglementations, lorsqu'il apparaîtra:

- (a) qu'il en est résulté un dommage à un bien étranger ou à des droits ou intérêts étrangers; et
- (b) que le dommage causé aurait pu être évité sans violer cette Ordonnance, ces amendements ou ces réglementations.

5. Les dispositions du présent Article ne sont pas applicables aux demandes traitées aux Chapitres Troisième et Quatrième de la présente Convention.

6. Les dispositions du présent Article n'ont pas pour objet de régler la question de l'indemnisation pour pertes ou dommages causés aux biens, droits ou intérêts et dus à un traitement discriminatoire ou résultant indirectement ou directement de la guerre de toute autre manière, mais elles n'affectent pas le droit de l'une quelconque des Nations-Unies de présenter, au cours de la négociation du règlement de paix, des demandes d'indemnisation de cette nature en ce qui concerne ses propres biens, droits ou intérêts ou ceux de ses ressortissants.

Article 2

Dans la mesure où elles affectent les créanciers étrangers de débiteurs allemands, les droits fédérales relatives aux délais de prescription et de forclusion (Gesetz über den Ablauf der durch Kriegs- oder Nachkriegsvorschriften gehemmten Fristen und Gesetz zur Ergänzung des Gesetzes über den Ablauf der durch Kriegs- oder Nachkriegsvorschriften gehemmten Fristen, Bundesgesetzblatt 1950, Seite 821 und 1951 Teil I Seite 213), en date du 28 décembre 1950 et du 30 mars 1951, ainsi que la Loi No. 67 de la Haute Commission Alliée relative au même objet, seront maintenues en vigueur. Cette législation sera sujette à révision par la République Fédérale en accord avec les autres Etats Signataires sur la base des dispositions de l'Accord sur les Dettes Extérieures Allemandes conclu à Londres le 27 février 1953 dans la mesure où cette législation se rapporte à des créances traitées dans cet Accord.

exceptional measures which were not applicable generally to all non-German property, rights or interests, and giving rise to prejudice, deprivation or impairment without the free consent of the interested parties and without adequate compensation. Anything done or omitted under the German Ordinance on the Treatment of Enemy Properties of 15 January 1940 or any amendment thereto, or any other regulations having a similar purpose, may be held to amount to discriminatory treatment, even though within the scope of such Ordinance, amendments or regulations, where it appears that

- (a) injury to foreign property, rights or interests resulted therefrom; and
- (b) the injury inflicted could have been avoided without infringing such Ordinance, amendments or regulations.

5. The provisions of this Article are not applicable to claims which are dealt with under Chapters Three and Four of the present Convention.

6. The provisions of this Article are not intended to cover compensation for loss or damage to property, rights or interests due to discriminatory treatment or resulting indirectly or directly from the war by any other means, but shall not affect the right of any of the United Nations to advance during negotiation for a peace settlement any claim for compensation of this nature with respect to its own or its nationals' property, rights or interests.

Article 2

Insofar as they affect foreign creditors of German debtors, the Federal laws on periods of limitation (including preclusion and prescription) of 28 December 1950 and 30 March 1951 (Gesetz über den Ablauf der durch Kriegs- oder Nachkriegsvorschriften gehemmten Fristen und Gesetz zur Ergänzung des Gesetzes über den Ablauf der durch Kriegs- oder Nachkriegsvorschriften gehemmten Fristen, Bundesgesetzblatt 1950 Seite 821 und 1951 Teil I Seite 213) together with Allied High Commission Law No. 67 on the same subject, shall be maintained in force. This legislation shall be reviewed by the Federal Republic in agreement with the other Signatory States on the basis of the provisions of the Agreement on German External Debts, concluded in London on 27 February 1953, in so far as this legislation involves claims dealt with in that Agreement.

Article 3

Sans préjudice des dispositions du règlement final de paix avec l'Allemagne, les Nations-Unies et leurs ressortissants participeront, sur la même base que les ressortissants allemands résidant sur le territoire fédéral, à toute indemnisation pour dommages de guerre, concernant les biens situés sur le territoire fédéral, qui pourra être prévue par la République Fédérale ou l'un de ses Länder, dans la mesure où il ne s'agira pas de l'Aide au Reclassement (Eingliederungshilfe) ou de l'Aide au Logement (Wohnraumhilfe).

Article 4

La République Fédérale réaffirme que, en vertu du droit allemand, l'état de guerre ne devra pas, en soi, être considéré comme affectant les obligations de payer les dettes en espèces nées d'obligations et de contrats qui existaient ou de droits qui étaient acquis avant le commencement de l'état de guerre.

Article 5

Tout ressortissant des Nations-Unies, ou tout successeur de ce ressortissant qui possède également la qualité de ressortissant des Nations-Unies, aura le droit d'introduire, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention, une demande en révision de tout jugement prononcé par un tribunal allemand entre le 1er septembre 1939 et le 8 mai 1945, dans tout procès auquel il était partie et dans lequel il a été dans l'impossibilité physique, morale ou juridique d'exposer sa cause d'une manière satisfaisante.

Article 6

1. En attendant un règlement final des créances sur l'Allemagne résultant de la guerre, les personnes visées au paragraphe 2 du présent Article, ainsi que leurs biens, seront exonérés de tous impôts, taxes ou prélèvements exceptionnels dont l'incidence frappe, en fait, les biens et qui sont expressément destinés à couvrir les charges résultant de la guerre ou des réparations ou des restitutions au profit de l'une quelconque des Nations-Unies.

2. Lorsqu'un tel impôt, taxe ou prélèvement n'est imposé que partiellement pour les fins mentionnées au paragraphe 1 du présent Article, l'exonération qui sera accordée sera, en principe, proportionnelle à la partie de ces impôts, taxes ou prélèvements affectée à ces fins. Dans le cas particulier des impositions prescrites par la législation du Conseil Economique de la Bizone et par les législations correspondantes des Länder de Rhénanie-Palatinat, de Bade et du Wurtemberg-Hohenzollern sur l'Aide Immédiate (Soforthilfe), et par la Loi sur la Péréquation des Charges en date du 14 août 1952 (Bundesgesetzbl. I, S. 446), les personnes et les biens visés dans les

Article 3

Without prejudice to the terms of the final peace settlement with Germany, the United Nations and their nationals shall enjoy, on the same basis as German nationals residing in the Federal territory, such compensation for war damage relating to property located in the Federal territory as may be provided by the Federal Republic or any of its Länder, but not Integration Aid (Eingliederungshilfe) or Housing Aid (Wohnraumhilfe).

Article 4

The Federal Republic reaffirms that under German law the state of war shall not in itself be regarded as affecting obligations to pay pecuniary debts arising out of obligations and contracts which existed, and rights which were acquired, before the commencement of the state of war.

Article 5

Any United Nations national, or the successor of such a national who is also a United Nations national, shall have the right to institute, within one year from the entry into force of the present Convention, an action for the revision of any judgment delivered by a German Court between 1 September 1939 and 8 May 1945 in any proceeding in which such national was a party and was physically, morally or legally unable to make adequate presentation of his case.

Article 6

1. Pending a final settlement of claims against Germany arising out of the war, the persons defined in paragraph 2 of this Article, and their property, shall be exempt from any exceptional taxes, levies or imposts, the incidence of which is in fact on property, imposed for the specific purpose of meeting charges arising out of the war or out of reparation or restitution to any of the United Nations.

2. Where any such tax, levy or impost is levied only partly for the purposes described in paragraph 1 of this Article, the exemption to be granted shall in principle be proportionate to the part of such taxes, levies or imposts imposed for these purposes. In the particular cases of the levies prescribed by the legislation of the Bizonal Economic Council and by the corresponding legislation of the Länder of Rhineland-Palatinate, Baden and Württemberg-Hohenzollern, concerning Immediate Aid (Soforthilfe) and by the Law on Equalisation of Burdens of 14 August 1952 (Bundesgesetzblatt I Seite 446), the persons and property described in the following provisions of this

dispositions ci-après du présent Article seront exonérés, dans la mesure prévue, des paiements à effectuer dans la période de six ans allant du 1er avril 1949 au 31 mars 1955, au titre des impôts de l'Aide Immédiate et des impôts sur les biens prévus en vertu de la Péréquation des Charges:

- (a) les personnes physiques qui étaient ressortissants de l'une quelconque des Nations-Unies à la date de la réforme monétaire (21 juin 1948), ainsi que les sociétés, associations de personnes et groupements de biens (Körperschaften, Personenvereinigungen und Vermögensmassen) qui sont indépendamment soumis à imposition en vertu du droit allemand, constitués en vertu des lois de l'une des Nations-Unies, seront, s'ils sont imposables sans limitation, exonérés en ce qui concerne tous les biens qu'ils possédaient tant le 21 juin 1948 que le 8 mai 1945, ou, s'ils sont partiellement imposables, exonérés en ce qui concerne tous les biens qu'ils possèdent sur le territoire fédéral ou à Berlin (Ouest). Les citoyens de toute entité territoriale ou de toute nation, visés à l'alinéa (c) de l'Article I de la Loi No. 54 de la Haute Commission Alliée, bénéficieront de la même exonération si, à quelque époque que ce soit entre le 1er septembre 1939 et le 21 juin 1948, ils avaient la nationalité de l'une quelconque des Nations-Unies;
- (b) les sociétés constituées selon le droit allemand, qui sont indépendamment soumises à imposition, et dans lesquelles les personnes physiques ou sociétés, associations de personnes ou groupements de biens visés à l'alinéa (a) du présent paragraphe possédaient, tant le 21 juin 1948 que le 8 mai 1945, directement ou par l'intermédiaire d'autres sociétés, une participation de 85 % au moins dans le capital-actions, seront exonérées proportionnellement à cette participation;
- (c) les personnes physiques qui ne sont pas qualifiées pour être exonérées aux termes de l'alinéa (a) du présent paragraphe, et qui réclament ou ont réclamé une restitution ou une indemnisation en vertu de la législation visée à l'alinéa (a) du paragraphe 1 de l'Article 1 du Chapitre Troisième de la présente Convention, seront exonérées, pour la première fraction de 150.000 DM., en valeur ou en espèces, des biens de toutes sortes qui leur ont été ou qui leur seront transférés en exécution d'ordres, d'arrêtés, de décisions ou d'accords enregistrés en vertu de cette législation, et qui seraient sujets à imposition aux termes des dispositions relatives aux impôts au titre de l'Aide Immédiate et aux impôts sur les biens, prévus en vertu de la Péréquation des Charges;
- (d) les exonérations prévues aux alinéas (a) à (c) inclus du présent paragraphe ne deviendront pas caduques du fait que le bien en cause aura été dévolu à d'autres personnes le 21 juin 1948 ou après cette date.

Article shall be exempted, to the extent provided, from payments falling due in the six-year period from 1 April 1949 to 31 March 1955 as Immediate Aid levies, and as the property levy under the Equalisation of Burdens:

- (a) natural persons who were nationals of any of the United Nations on the currency reform date (21 June 1948), and companies, associations of persons and trusts (Körperschaften, Personenvereinigungen und Vermögensmassen), which are independently liable for taxation under German law, organized under the laws of one of the United Nations, shall, if subject to unlimited tax liability, be exempted in respect of all property owned by them both on 21 June 1948 and on 8 May 1945 or, if subject to limited tax liability, in respect of all property owned by them in the Federal Republic or Berlin (West). Citizens of any territorial entity or nation referred to in sub-paragraph (c) of Article 1 of Allied High Commission Law No. 54 shall enjoy the same exemption if they had the nationality of any of the United Nations at any time between 1 September 1939 and 21 June 1948;
- (b) companies organized under German law, which are independently liable for taxation, in which the natural persons or companies, associations of persons or trusts described in sub-paragraph (a) of this paragraph owned on 21 June 1948 and on 8 May 1945, directly or through the medium of other companies, a shareholding interest of at least 85 per cent, shall be exempted in proportion to such shareholding interest;
- (c) natural persons who do not qualify for exemption under sub-paragraph (a) of this paragraph and who claim or have claimed restitution or compensation pursuant to the legislation referred to in sub-paragraph (a) of paragraph 1 of Article 1 of Chapter Three of the present Convention shall be exempted on the first DM 150,000 in value or amount of property of any kind which has been or will be transferred to them under orders, decisions or recorded agreements pursuant to such legislation which would be taxable under the provisions concerning Immediate Aid levies or the property levy under the Equalisation of Burdens;
- (d) the exemptions prescribed in sub-paragraphs (a) to (c) inclusive of this paragraph shall not become inoperative on the ground that the property concerned has devolved upon other persons on or after 21 June 1948.

3. Pour l'application de l'alinéa (a) du paragraphe 2 du présent Article, tout bien que le détenteur possédait le 21 juin 1948, mais non le 8 mai 1945, sera considéré comme ayant été en sa possession le 8 mai 1945:

- (a) si ce bien était possédé le 8 mai 1945 par une personne (quelle que soit sa nationalité) de laquelle il l'a acquis par voie de succession à la suite d'un décès (au moyen d'un ou plusieurs héritages ou dispositions testamentaires); ou
- (b) si le détenteur a acquis ce bien après le 8 mai 1945 par voie d'échange contre d'autres biens qu'il possédait à cette date (par exemple par voie d'achat); ou
- (c) si le bien en cause est un bien restitué, de quelque nature qu'il soit, sans limitation quant à sa valeur ou à son montant, visé à l'alinéa (c) du paragraphe 2 du présent Article.

4. Pour l'application de l'alinéa (b) du paragraphe 2 du présent Article, les dispositions du paragraphe 3 s'appliquent *mutatis mutandis*.

5. Lorsque des paiements, effectués en vertu des dispositions de la législation sur l'Aide Immédiate par des personnes physiques, des sociétés, des associations de personnes ou des groupements de biens en droit de bénéficier d'une exonération en application du paragraphe 2 du présent Article, dépassent le montant de l'impôt sur les biens dû pour la même période, compte tenu des dispositions du paragraphe 2, les sommes versées en excédant seront, au plus tard trois mois après la date d'échéance de l'avertissement émis par le bureau fiscal allemand au titre de l'impôt sur les biens, soit remboursées, soit déduites des sommes à régler ou de celles qui seront à régler dans les trois mois suivants.

6. Dans les cas où des personnes physiques, des sociétés, des associations de personnes ou de groupements de biens bénéficient d'exemptions d'impôts sur les biens en vertu du présent Article, le montant annuel à acquitter au titre de l'impôt sur les biens pour la période suivant la date d'expiration de la période d'exemption ne peut être, soit en raison de cette exemption, soit en raison du non-paiement de l'impôt sur les biens ou de la taxe d'Aide Immédiate, plus élevé que le montant annuel qui serait payable par des personnes physiques, des sociétés, des associations de personnes ou des groupements de biens non exemptés qui auraient payé dans sa totalité la taxe d'Aide Immédiate. Lorsque, dans le calcul de l'impôt sur les biens, la taxe d'Aide Immédiate est décomptée de la manière prévue dans le projet de loi soumis au Bundestag (Document du Bundestag No. 3300) c'est-à-dire déduite du total des sommes dues au titre de l'impôt sur les biens, le triple du versement de base annuel à ce titre doit être, dans les cas où la taxe d'Aide Immédiate n'a pas été imposée, déduit du

3. For the purposes of sub-paragraph (a) of paragraph 2 of this Article, property which the owner on 21 June 1948 did not own on 8 May 1945 shall be deemed to have been owned by him on 8 May 1945 if

- (a) the property was owned on 8 Mai 1945 by a person (of any nationality), from whom he acquired it through succession on death (by one or a series of inheritances or testamentary dispositions); or
- (b) he acquired the property after 8 May 1945 in exchange for other property owned by him on that date (for example, through purchase); or
- (c) the property concerned is restituted property of any kind, without limitation as to the value or amount, referred to in sub-paragraph (c) of paragraph 2 of this Article.

4. For the purposes of sub-paragraph (b) of paragraph 2 of this Article, the provisions of paragraph 3 of this Article shall be applicable *mutatis mutandis*.

5. Where payments made under the provisions of the Immediate Aid by natural persons, companies, associations of persons and trusts entitled to exemption under paragraph 2 of this Article exceed amounts of the property levy falling due for the same period taking into account the provisions of paragraph 2, the overpayment shall, not later than three months after the effective date of the notice of assessment issued by the German tax office concerning the property levy, be either refunded or set off against liabilities due for payment or which become due within three months thereafter.

6. In cases in which natural persons, companies, associations of persons or trusts enjoy exemption from the property levy by virtue of this Article, the annual amount to be paid in respect of the property levy for the period after the expiration of the exemption period shall not, either because of this exemption or because of the non-payment of the property levy or the Immediate Aid levy, be higher than the annual amount which would be payable by non-exempted natural persons, companies, associations of persons or trusts who have paid the Immediate Aid levy in full. If in computing the property levy the Immediate Aid levy is to be set off in the manner proposed in the draft law submitted to the Bundestag (Bundestag Document No. 3300), that is, by deduction of the Immediate Aid levy from the total liability for the property levy, then in cases where the Immediate Aid levy has not been imposed, three times the basic annual payment under the property levy is to be deducted from the total liability; the basic annual payment shall for this purpose be the amount

total des sommes dues. A cet effet, la somme provenant de l'application du taux de la contribution annuelle à l'obligation fiscale totale sera considérée comme constituant le versement de base annuel.

7. Dans le calcul des sommes dues au titre de toutes autres taxes en vertu de la Loi sur la Péréquation des Charges, les personnes physiques, les sociétés, les associations de personnes et les groupements de biens bénéficiant d'exemptions en vertu du présent Article, devront être considérés comme ayant payé la totalité de l'impôt sur les biens.

8. Dans les cas visés à l'alinéa (b) du paragraphe 2 du présent Article, la société, ainsi que tout actionnaire qui estime que la société devrait être exonérée en considération de sa participation, seront en droit d'utiliser tous les recours légaux qui leur seront ouverts.

Article 7

Afin de protéger les intérêts des ressortissants étrangers, la législation ci-après sera maintenue en vigueur:

- (a) dans le domaine de la législation sur la réforme monétaire:
 - (i) supprimé;
 - (ii) les Lois de la Haute Commission Alliée No. 57 (statut de certains établissements financiers aux termes de la législation sur la réforme monétaire) et No. 65 (portant troisième amendement à la législation sur la réforme monétaire) qui complètent, amendent et interprètent les Lois de Conversion;
- (b) supprimé;
- (c) dans d'autres domaines:
 - (i) supprimé;
 - (ii) supprimé;
 - (iii) la Loi No. 34 de la Haute Commission Alliée, portant application de la législation sur la réforme agraire aux biens des ressortissants non allemands, amendée par les Lois No. 50, 60, 64 et 72 de la Haute Commission Alliée; ces lois seront, toutefois, considérées comme étant à leur tour amendées comme suit:
 - (1) le délai d'un an à compter de la date de l'acquisition, prévu au paragraphe 2 de l'Article 2 de la Loi No. 34 de la Haute Commission Alliée, ne s'applique, en ce qui concerne une acquisition par héritage ou par disposition testamentaire, qu'à une acquisition ayant eu lieu avant le 31 décembre 1952;
 - (2) un propriétaire terrien dont l'appartenance à une nationalité non allemande a été contestée et qui,

resulting from the application of the annual contribution rates to the total liability.

7. In computing the liability for the purposes of any other levy under the Equalization of Burdens Law, natural persons, companies, associations of persons and trusts enjoying the exemptions under this Article shall be treated as though they had paid the full amount of the property levy.

8. In cases under sub-paragraph (b) of paragraph 2 of this Article both the company, and any shareholder who believes the company should be exempted with respect to his participation, shall be entitled to all legal remedies available.

Article 7

In order to protect the interests of Foreign nationals, the following legislation shall be maintained in force:

(a) in the field of Monetary Reform legislation:

(i) Deleted.

(ii) Allied High Commission Laws No. 57 (Status of Certain Financial Institutions under Currency Reform Legislation) and No. 65 (Third Amendment of Legislation Concerning Monetary Reform) which supplement, amend and interpret the Conversion Laws;

(b) Deleted.

(c) in other fields:

(i) Deleted.

(ii) Deleted.

(iii) Allied High Commission Law No. 34 on Application of Land Reform to the Property of Non-German Nationals, as amended by Allied High Commission Laws Nos 50, 60, 64 and 72; these laws shall, however, be deemed to be further amended as follows:

(1) the period of one year commencing on the date of acquisition provided for in paragraph 2 of Article 2 of Law No. 34 shall, in respect of an acquisition by inheritance or testamentary disposition, apply only to an acquisition which has taken place prior to 31 December 1952;

(2) an owner of land, whose possession of non-German nationality was in dispute and who for this reason

pour ce motif, n'a pas été en mesure de disposer de sa terre avant le 29 février 1952 en vertu du paragraphe 1 de l'Article 2 de la Loi No. 34 de la Haute Commission Alliée, peut en disposer dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle il a été ou sera établi qu'il n'était pas de nationalité allemande;

- (3) les propriétaires terriens, qui possédaient à la fois la nationalité allemande et une nationalité non allemande, seront, au sens de ces lois, considérés comme ressortissants non allemands, si, à une époque quelconque entre le 1er septembre 1939 et le 8 mai 1945, leurs biens ont été soumis à l'une quelconque des dispositions de l'Ordonnance allemande sur le Traitement des Biens Ennemis, en date du 15 janvier 1940, de tous amendements à cette Ordonnance, ou de tout autre réglementation ayant des buts analogues. Dans ce cas, la cession de la terre sera autorisée jusqu'au 31 décembre 1952.

Article 8

1. La Loi No. 8 de la Haute Commission Alliée, relative aux droits de propriété industrielle, littéraire et artistique des Nations Etrangères et de leurs ressortissants, amendée par les Lois Nos 30, 39, 41 et 66 de la Haute Commission Alliée, ainsi que la première et la seconde Ordonnance en date du 8 mai 1950 et du 9 novembre 1950 portant application de la Loi No. 8 de la Haute Commission Alliée (Bundesgesetzblatt, Seite 357 und Seite 785) seront maintenues en vigueur.

2. Toutefois, les dispositions de la Loi No. 8, amendée, de la Haute Commission Alliée, qui régissent le règlement des différends, naissant de l'application de cette Loi, seront considérées comme amendées ainsi qu'il suit:

- (a) toute décision prononcée en dernière instance par l'Office des Brevets ou par son Grand Sénat, ou toute décision prononcée en première instance par les tribunaux de droit commun pourra faire l'objet d'un appel devant la Commission Arbitrale sur les Biens, Droits et Intérêts en Allemagne visée à l'Article 12 du présent Chapitre, conformément aux dispositions de ce même Article et de la Charte de la Commission Arbitrale;
- (b) les pouvoirs des Autorités d'Occupation aux termes de la dernière phrase de l'Article 2 et du paragraphe 3 de l'Article 7 de la Loi No.8 cesseront d'exister.

was not in a position to dispose of his land prior to 29 February 1952 pursuant to paragraph 1 of Article 2 of Allied High Commission Law No. 34, may within a period of one year commencing on the date on which it was or will be established that he did not possess German nationality, dispose of his land;

- (3) owners of land who were of German as well as of non-German nationality shall within the meaning of these laws, be deemed to be non-German nationals, if at any time between 1 September 1939 and 8 May 1945 their property was subject to any of the provisions of the German Ordinance on the Treatment of Enemy Properties of 15 January 1940 or any amendment thereto, or any other regulations having a similar purpose. In such case disposition of the land shall be permissible until 31 December 1952.

Article 8

1. Allied High Commission Law No. 8 on Industrial, Literary and Artistic Property Rights of Foreign Nations and Nationals, as amended by Allied High Commission Laws Nos. 30, 39, 41 and 66, together with the First and Second Implementing Ordinances under Allied High Commission Law No. 8 of 8 May 1950 and 9 November 1950 (Bundesgesetzblatt Seite 357 und Seite 785), shall be maintained in force.

2. However, the provisions of Allied High Commission Law No. 8, as amended, governing the settlement of disputes arising out of the application of that Law, shall be deemed to be amended as follows:

- (a) an appeal may be taken to the Arbitral Commission on Property, Rights and Interests in Germany referred to in Article 12 of this Chapter from any decision of last instance of the Patent Office or of its Grand Senate or from any decision in the first instance of the regular courts, in accordance with the provisions of Article 12 of this Chapter and the Charter of the Arbitral Commission.
- (b) the powers of the Occupation Authorities under the last sentence of Article 2 and paragraph 3 of Article 7 of Law No. 8 shall lapse.

Article 9

1. Au sens du présent Chapitre, l'expression „Nations Unies” a la même signification que dans la Loi No. 54 de la Haute Commission Alliée, qui est maintenue en vigueur à cet effet.

2. Au sens du présent Chapitre, l'expression „ressortissants des Nations Unies” désigne, sauf dispositions contraires:

- (a) les personnes physiques qui sont ressortissants de l'une des Nations-Unies. Les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Nations-Unies et en même temps la nationalité allemande, seront considérées comme étant uniquement ressortissantes des Nations-Unies si, à un moment quelconque entre le 1er septembre 1939 et le 8 mai 1945, leurs biens en Allemagne ont été soumis à l'une des dispositions de l'Ordonnance allemande sur le Traitement des Biens Ennemis, en date du 15 janvier 1940, de tous amendements à cette Ordonnance ou de toute autre réglementation ayant des buts analogues, à moins qu'elles n'en aient été exemptées par autorisation expresse du Ministre de la Justice du Reich;
- (b) les personnes morales ou associations de personnes constituées selon le droit de l'une des Nations-Unies.

Article 10

Si la République Fédérale conclut avec toute autre Puissance, en des matières couvertes par les Articles 1 à 9 inclus du présent Chapitre, des arrangements plus favorables pour cette Puissance que les dispositions correspondantes de ces Articles, le bénéfice de ces nouveaux arrangements sera étendu automatiquement à toutes les Puissances bénéficiant des dispositions correspondantes desdits Articles.

Article 11

Dans l'attente qu'une telle politique sera appliquée par ces nations à l'égard de la République Fédérale, celle-ci déclare son intention de poursuivre une politique générale de non-discrimination à l'égard des Nations-Unies et de leurs ressortissants, ainsi qu'à l'égard des biens, droits et intérêts des Nations-Unies et de leurs ressortissants, et d'accorder en général le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée dans les questions affectant ces nations, leurs ressortissants et leurs biens, droits et intérêts, dans le domaine de l'établissement et de la navigation. La République Fédérale se déclare, en outre, prête à conclure avec les Nations-Unies des traités fondés sur ces principes.

Article 9

1. For the purposes of this Chapter, the term "United Nations" shall have the same meaning as in Allied High Commission Law No. 54, which is maintained in force for those purposes.

2. For the purposes of this Chapter, the term "United Nations nationals" shall, except as otherwise herein provided, mean:

- (a) natural persons who are nationals of any of the United Nations. Natural persons who have the nationality of one of the United Nations and also German nationality shall be deemed to be exclusively nationals of the United Nations if, at any time between 1 September 1939 and 8 May 1945, their property in Germany was subject to any of the provisions of the German Ordinance on the Treatment of Enemy Properties of 15 January 1940 or any amendment thereto, or any other regulations having a similar purpose, unless it was exempted therefrom by specific permission of the Reich Minister of Justice;
- (b) juristic persons or associations of persons established under the laws of one of the United Nations.

Article 10

If the Federal Republic concludes with any other Power, on matters within the scope of Articles 1 to 9 inclusive of this Chapter, arrangements more favourable to such other Power than the corresponding provisions of those Articles, the benefits of such new arrangements shall automatically be extended to all Powers benefiting from the corresponding provisions of those Articles.

Article 11

In the expectation that such a policy will be applied by such Nations toward the Federal Republic, the Federal Republic declares its intention to pursue a general policy of non-discrimination toward the United Nations and their nationals and toward the property, rights and interests of such Nations and nationals, and in general to accord national and most-favoured nation treatment in matters affecting such Nations and nationals and their property, rights and interests in the field of establishment and navigation. The Federal Republic further declares its readiness to enter into treaties with the United Nations based on these principles.

Article 12

1. Les décisions suivantes sont susceptibles d'appel devant la Commission Arbitrale sur les Biens, Droits et Intérêts en Allemagne, visée à l'Article 7 du Chapitre Cinquième de la présente Convention, conformément aux dispositions de la Charte de cette Commission, sur demande adressée à la Commission par la partie intéressée dans les trente jours de la notification de la décision:

- (a) les décisions prises conformément à l'Article 1 du présent Chapitre par l'Autorité Fédérale Supérieure visée à l'Annexe au présent Chapitre;
- (b) les décisions d'un tribunal administratif de première instance en matière de traitement discriminatoire conformément à l'Article 3;
- (c) les décisions des tribunaux allemands de première instance (juridiction de droit commun, juridictions administratives, tribunaux des finances ou autres tribunaux) relatives à l'application des Articles 2, 4 et 5;
- (d) les décisions des tribunaux des finances de première instance conformément à l'Article 6;
- (e) les décisions des tribunaux de droit commun de première instance en matière de procédure contentieuse ou de juridiction gracieuse, conformément à l'Article 7;
- (f) les décisions prononcées en dernière instance par l'Office allemand des Brevets ou par son Grand Sénat, conformément à la Loi No. 8 de la Haute Commission Alliée, ou les décisions prononcées par des tribunaux de droit commun de première instance, conformément à cette Loi, aux termes de l'Article 8.

Les demandes d'appel en vertu de la dernière phrase de l'Article 2 et du paragraphe 3 de l'Article 7 de la Loi No. 8 de la Haute Commission Alliée, en instance à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention devant la Commission d'Appel en matière de Brevets, instituée par le Règlement No. 1 pris en application de la Loi No. 8 (amendée), sont transférées à la Commission Arbitrale et seront examinées par elle de la même manière que les demandes d'appel présentées en vertu du présent Article.

L'appel interjeté devant la Commission Arbitrale conformément aux alinéas (b) à (f) inclus du présent paragraphe n'interrompt pas le déroulement de la procédure devant les tribunaux allemands ou autorités allemandes sur les autres questions en litige. Toutefois, si la Commission le juge nécessaire pour protéger les intérêts de l'une des parties, elle peut ordonner de suspendre la procédure devant les tribunaux allemands ou les autorités allemandes jusqu'à ce qu'elle ait statué sur la question qui lui est soumise.

Article 12

1. The following decisions may be appealed to the Arbitral Commission on Property, Rights and Interests in Germany, referred to in Article 7 of Chapter Five of the present Convention, in accordance with the provisions of its Charter, upon application to the Commission by the party concerned within thirty days after the service thereof:

- (a) decisions under Article 1 of this Chapter of the Federal Higher Authority referred to in the Annex thereto;
- (b) decisions of an administrative court of first instance in regard to discriminatory treatment under Article 3;
- (c) decisions of German courts of first instance (regular courts, administrative courts, finance courts or other courts) relating to the application of Articles 2, 4 and 5;
- (d) decisions of the finance courts of first instance under Article 6;
- (e) decisions of the regular courts of first instance in contentious or non-contentious matters under Article 7;
- (f) decisions of the last instance of the German Patent Office or its Grand Senate under Allied High Commission Law No. 8 or decisions of the regular courts of first instance under that Law pursuant to Article 8.

Appeals under the last sentence of Article 2 and paragraph 3 of Article 7 of Allied High Commission Law No. 8, pending on the entry into force of the present Convention before the Patent Appeal Board established by Regulation No. 1 under Law No. 8 (amended), are hereby transferred to the Arbitral Commission and shall be dealt with by it in the same manner as appeals under this Article.

Appeal to the Arbitral Commission pursuant to sub-paragraphs (b) to (f) inclusive of this paragraph shall not bar the continuance of proceedings before the German courts and authorities on other issues in dispute. If, however, the Commission deems it necessary in order to protect the interests of a party to the proceeding it may order the stay of further proceedings before the German courts or authorities pending the Commission's decision on the question referred to it.

2. Si la partie affectée par une décision mentionnée dans les alinéas (b) à (f) inclus du paragraphe 1 du présent Article fait appel de cette décision devant un tribunal allemand au lieu d'en appeler à la Commission Arbitrale, cette partie ne peut ultérieurement interjeter appel devant la Commission Arbitrale contre la décision de l'instance supérieure allemande sur les points qui auraient pu faire l'objet d'un appel à la Commission Arbitrale. Si la décision de l'une des instances mentionnées dans les alinéas (b) à (f) inclus du paragraphe 1 n'a pas présenté les conditions requises pour faire l'objet d'un appel devant la Commission Arbitrale, mais si une instance supérieure allemande a rendu une décision qui, de l'avis de la partie en cause, viole les Articles du présent Chapitre mentionnés au paragraphe 1, cette partie peut faire appel de la décision de l'instance supérieure allemande devant la Commission Arbitrale.

3. La Commission sera également autorisée à prononcer une décision dans les cas mentionnés au paragraphe 1 du présent Article lorsque le tribunal allemand ou l'autorité allemande compétent n'aura pas rendu de décision définitive un an après qu'un tel cas lui aura été soumis et lorsque la partie intéressée soumettra la question à la Commission pour décision, dans les trente jours suivant l'expiration de cette période d'une année.

4. Dans les cas mentionnés aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent Article, la Commission pourra prononcer une décision définitive; elle pourra aussi renvoyer l'affaire au tribunal ou à l'autorité intéressé, avec les instructions qu'elle estimera nécessaires ou appropriées.

5. Les décisions et les instructions de la Commission seront définitives et lieront tous les tribunaux allemands et toutes les autorités allemandes.

ANNEXE AU CHAPITRE DIXIEME

Paragraphe 1

1. Le Gouvernement Fédéral instituera une Autorité Fédérale Supérieure (Bundesoberbehörde) pour recevoir, examiner et trancher les demandes de restitution et de restauration, conformément au paragraphe 2 de l'Article 1 du Chapitre qui précède. Le Gouvernement Fédéral peut émettre des règlements pour l'exécution des dispositions de la présente Annexe.

2. Tous les tribunaux allemands et autorités allemandes doivent, conformément à l'Article 35 de la Loi Fondamentale, prêter une aide judiciaire et administrative à l'Autorité Fédérale Supérieure.

Paragraphe 2

1. Les demandes de restitution ou de restauration doivent être présentées à l'Autorité Fédérale Supérieure, soit par écrit, soit oralement à fin de procès-verbal.

2. If the party affected by a decision referred to in sub-paragraphs (b) to (f) inclusive of paragraph 1 of this Article appeals from the decision to a German court instead of appealing to the Arbitral Commission, such party may not appeal thereafter to the Arbitral Commission against the decision of the German court of higher instance on points on which he could have appealed to the Arbitral Commission. If, in a decision referred to in sub-paragraphs (b) to (f) inclusive of paragraph 1, the requirements for an appeal to the Arbitral Commission did not exist, but if a German court of higher instance renders a decision which in the opinion of the party concerned violates the Articles of this Chapter referred to in paragraph 1, such party may appeal from the decision of the higher German court to the Arbitral Commission.

3. The Commission shall also be authorized to render a decision in any case referred to in paragraph 1 of this Article where the appropriate German court or authority has not rendered a final decision within one year following submission to it and where the party concerned submits the matter for the decision of the Commission within thirty days after the expiration of that year.

4. In any case referred to in paragraphs 1, 2 or 3 of this Article, the Commission may render a final decision or may remand the case to the court or authority concerned, with such instructions as the Commission deems necessary or appropriate.

5. Decisions and instructions of the Commission shall be final and binding on all German courts and authorities.

ANNEX TO CHAPTER TEN

Section 1

1. The Federal Government shall establish a Federal Higher Authority (Bundesoberbehörde) to receive, to consider and to decide on applications for return and restoration under paragraph 2 of Article 1 of the foregoing Chapter. The Federal Government may issue regulations for carrying out the provisions of this Annex.

2. All German courts and authorities shall render the Federal Higher Authority legal and other official assistance pursuant to Article 35 of the Basic Law.

Section 2

1. Applications for return or restoration shall be made in writing, or by oral statement to be recorded, to the Federal Higher Authority.

2. Ces demandes doivent comporter:

- (a) le prénom, le nom et l'adresse de l'ayant-droit et, le cas échéant, de la personne dont il tient ses droits;
- (b) l'indication de la mesure discriminatoire et des biens, droits ou intérêts touchés par cette mesure;
- (c) la nationalité de l'ayant-droit et, le cas échéant, celle de la personne dont il tient ses droits, à l'époque à laquelle la mesure discriminatoire est intervenue.

3. La demande doit comprendre, si possible, des renseignements sur la personne à qui les biens, droits ou intérêts ont été transférés et sur celle qui détient les biens, droits ou intérêts à la date du dépôt de la demande.

4. De plus, doivent être joints, en original ou en copie certifiée conforme, tous les renseignements et toutes les pièces dont dispose l'ayant-droit et qui concernent les biens, droits ou intérêts ainsi que les mesures discriminatoires dont ces derniers ont fait l'objet. L'original doit être présenté sur demande.

Paragraphe 3

La procédure devant l'Autorité Fédérale Supérieure est exempte de frais, à moins qu'il ne s'agisse de demandes présentées à la légère (mutwillig) ou manifestement mal fondées.

Paragraphe 4

1. L'Autorité Fédérale Supérieure procède d'office (von Amts wegen) à toutes les enquêtes nécessaires. Elle peut à cet effet procéder à la recherche de preuves et, en particulier, procéder ou faire procéder par un tribunal à l'audition de témoins, d'experts ou de parties intéressées. Chaque fois qu'il apparaît nécessaire de faire prêter serment, ce serment doit être prêté devant un tribunal. L'Autorité Fédérale Supérieure est compétente pour recevoir toute déclaration écrite tenant lieu de serment (eidesstattliche Versicherung).

2. Sont considérées comme parties intéressés, outre l'ayant-droit, toutes personnes dont les droits seraient affectés par la restitution ou la restauration.

3. Les parties intéressées doivent se voir accorder la possibilité d'exposer leur point de vue. Elles peuvent se faire représenter par des agents ou des conseils. Elles doivent être avisées des audiences fixées pour les auditions prévues dans la seconde phrase de l'alinéa 1 du présent paragraphe, et peuvent assister à ces audiences. Les pièces soumises par l'une des parties intéressées doivent être communiquées aux autres parties.

2. Applications shall include

- (a) first name, last name and address of the claimant and of his predecessor in title when applicable;
- (b) description of the discriminatory measure and of the property, rights or interests affected by it;
- (c) nationality of the claimant and of his predecessor in title, when applicable, at the time of the discriminatory measure.

3. Applications shall, if possible, include information concerning the person to whom the property, rights or interests were transferred, and concerning the person holding the property, rights or interests at the time of filing of the application.

4. Furthermore, all information and documents available to the claimant which refer to the property, rights or interests and to the discriminatory measure taken in respect of the property, rights or interests shall be attached to the application in the original or in a certified copy. On request, the original shall be submitted.

Section 3

Proceedings before the Federal Higher Authority shall be free of charge, except where frivolous or obviously unfounded applications are involved.

Section 4

1. The Federal Higher Authority shall on its own motion (von Amts wegen) conduct the necessary investigations. For this purpose it may take evidence, in particular hear witnesses, experts and the parties concerned or cause their hearing before a court. Where a hearing under oath appears necessary, such oath shall be sworn before a court. The Federal Higher Authority shall be authorized to accept statements in lieu of oaths (eidesstattliche Versicherungen).

2. In addition to the claimants, all persons shall be considered parties concerned whose rights would be affected by the return or restoration.

3. The parties concerned shall be afforded an opportunity to state their views. They may be represented by agents or counsel. They shall be notified of the dates of the hearings ordered for the purpose of interrogation, pursuant to the second sentence of paragraph 1 of this section, and may attend these hearings. The documents filed by a party concerned shall be transmitted to the other parties.

Paragraphe 5

L'Autorité Fédérale Supérieure peut, lorsque la réalisation du droit à restitution et à restauration lui paraît menacée, ordonner toutes mesures conservatoires nécessaires à la sauvegarde des biens, droits ou intérêts en cause.

Paragraphe 6

L'Autorité Fédérale Supérieure doit s'efforcer de provoquer un arrangement à l'amiable entre les parties intéressées. Tout compromis intervenu entre les parties intéressées doit faire l'objet d'un procès-verbal.

Paragraphe 7

Les décisions de l'Autorité Fédérale Supérieure doivent être motivées par écrit et notifiées aux personnes intéressées.

Paragraphe 8

1. L'Autorité Fédérale Supérieure prend toutes mesures nécessaires à la restitution et à la restauration, ou arrête les mesures que doit prendre l'autorité compétente selon les circonstances.

2. L'Autorité Fédérale Supérieure est en particulier habilitée à ordonner, dans la mesure nécessaire à la restitution et à la restauration, des expropriations au profit de la République Fédérale, qui se chargera de la restitution et de la restauration. Une loi fédérale réglera la nature et le montant de l'indemnisation des personnes atteintes par l'expropriation.

Section 5

Where realization of the return or restoration claim appears to be endangered, the Federal Higher Authority shall order the necessary interim measures to be taken for safeguarding the property, rights or interests.

Section 6

The Federal Higher Authority shall use its good offices to bring about an amicable settlement between the parties concerned. A compromise reached by the parties shall be recorded.

Section 7

Decisions of the Federal Higher Authority shall state in writing the reasons upon which they are based and shall be served upon the parties concerned.

Section 8

1. The Federal Higher Authority shall take all measures required for the return and restoration or shall determine which measures shall be taken by the authority competent in the circumstances of the case.

2. The Federal Higher Authority shall, in particular, be empowered to order, where necessary for the purpose of return or restoration, expropriation in favour of the Federal Republic, which shall effect the return or restoration. The nature and amount of the compensation to persons affected by the expropriation shall be fixed by a Federal law.

HOOFDSTUK VIJF

Buitenlandse restitutie

Artikel 1

1. Bij de inwerkingtreding van dit Verdrag zal de Bondsrepubliek een administratief bureau instellen, uitrusten en van personeel voorzien, welk bureau uit hoofde van de bepalingen van dit Hoofdstuk en de daarbij behorende Bijlage juwelen, zilverwerk en antieke meubelen (indien elk afzonderlijk voorwerp een grote waarde vertegenwoordigt) en culturele goederen opspoort, terugvordert en restitueert indien dergelijke voorwerpen en culturele goederen tijdens de bezetting van enig gebied daaruit werden weggevoerd door de strijdkrachten of autoriteiten van Duitsland of zijn bondgenoten of de individuele leden daarvan (al dan niet op bevel), nadat zij door middel van dwang werden verkregen (met of zonder geweld), door diefstal, door vordering of door andere vormen van gedwongen onteigening.

2. In het geval van culturele goederen welke in het betrokken land vóór de datum welke van toepassing is op dat land zoals in artikel 5 van dit Hoofdstuk is gespecificeerd aanwezig waren, vindt restitutie ook plaats

- (a) indien zij werden verkregen als een onder directe of indirecte dwang gedane gift of om redenen van de officiële positie van de ontvanger;
- (b) indien zij werden verkregen door middel van aankoop, tenzij de goederen het land waren binnengebracht met het doel ze te verkopen.

3. Waar het betreft juwelen, zilverwerk of antieke meubelen, kan restitutie geweigerd worden indien is komen vast te staan dat de betrokken goederen werden weggevoerd nadat zij van de oorspronkelijke eigenaar verkregen waren als tegenwaarde in het kader van een gewone handelstransactie, zelfs indien de betaling geschiedde in bezettingsbetaalmiddelen.

4. De uitdrukking „culturele goederen” omvat roerende goederen van godsdienstige, kunstzinnige, documentaire, wetenschappelijke of historische waarde, of van overeenkomstige betekenis, waaronder begrepen voorwerpen welke gewoonlijk in musea, openbare of particuliere verzamelingen, bibliotheken of historische archieven aangehouden worden. De uitdrukking „antiek” omvat goederen welke bij de inwerkingtreding van dit Verdrag tenminste honderd jaar oud zijn. Met de uitdrukking „aanzienlijke waarde” wordt bedoeld een waarde van tenminste 200.000 Franse francs van de koopkracht op 1 Januari 1951.

5. Het in lid 1 van dit artikel bedoelde bureau zal op verzoek van de Drie Mogendheden of haar vertegenwoordigers inlichtingen verstrekken aangaande door dit bureau behandelde zaken en brengt

elke drie maanden rapport uit over zijn werkzaamheden. Het archief van dit bureau wordt bewaard totdat anders wordt overeengekomen.

Artikel 2

1. Restitutie volgens artikel 1 van dit Hoofdstuk kan slechts aan de Bondsregering worden verzocht door de Regering van de Staat uit welks grondgebied de goederen werden weggevoerd. De Bondsregering kan een verzoek om restitutie verwerpen indien zulk een verzoek reeds als niet gegrond door de bevoegde instantie van een der Drie Mogendheden is afgewezen, uitgezonderd in gevallen waar bewijsmateriaal wordt aangevoerd dat voordien niet kon worden voorgelegd.

2. Restitutie van juwelen, zilverwerk of antieke meubelen kan slechts dan aan de Bondsregering worden verzocht indien een daartoe strekkend verzoek is ingediend bij een instantie van een der Drie Mogendheden vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag. Waar het culturele goederen betreft, kan geen nieuw verzoek worden ingediend na 8 Mei 1956. Indien in een bepaald geval de naspeuringen van het in artikel 1 van dit Hoofdstuk bedoelde Duitse bureau met betrekking tot opgeëiste goederen zonder succes zijn gebleven of indien zij op 8 Mei 1957 nog niet hebben geleid tot het ontdekken van de opgeëiste goederen en indien verdere naspeuringen hoogstwaarschijnlijk geen succes zullen opleveren staakt het bureau zijn bemoeiingen. Tegen een dergelijke beslissing kan door de betrokken partij krachtens artikel 7 beroep worden aangetekend bij de Scheidsrechterlijke Commissie voor goederen, rechten en belangen in de Bondsrepubliek Duitsland. Indien, nadat de naspeuringen gestaakt zijn, de opgeëiste goederen worden geïdentificeerd, kan de zaak wederom in behandeling worden genomen.

3. Bij een instantie van een der Drie Mogendheden ingediende eisen tot restitutie welke vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag niet geheel zijn afgehandeld en welke vallen binnen de bepalingen van artikel 1 van dit Hoofdstuk en van dit artikel, worden door de betrokken Mogendheid verwezen naar het in artikel 1 bedoelde Duitse bureau. Het Duitse bureau behandelt deze eisen alsof zij door de eisende Regering rechtstreeks bij dit bureau waren ingediend.

4. Voorlegging van een eis tot restitutie krachtens artikel 1 van dit Hoofdstuk ten behoeve van enige persoon of rechtspersoon sluit voorlegging krachtens artikel 3 uit; op dezelfde wijze sluit een krachtens artikel 3 ondernomen actie tot restitutie een eis tot restitutie krachtens artikel 1 uit.

Artikel 3

1. Ongeacht bepalingen in het Duitse recht van tegengestelde strekking, heeft elke persoon aan wie, of aan wiens rechtsvoorganger, tijdens de bezetting van een gebied goederen door diefstal of onder

dwang (met of zonder geweld) door de strijdkrachten of de autoriteiten van Duitsland of zijn Bondgenoten of individuele leden daarvan zijn ontnomen (al dan niet op bevel) tegenover de huidige bezitter van die goederen aanspraak op restitutie, onder de volgende voorwaarden:

- (a) vergoeding door de eiser aan de beklagde van de kosten welke zijn gemaakt ter verhoging van de waarde van de goederen nadat deze werden verkregen;
- (b) betaling door de eiser van de waarde van elke door hem of zijn rechtsvoorganger ontvangen vergoeding, welke op dezelfde wijze zal worden behandeld als Duitse activa welke zich op de datum van wegvoering in het land bevonden waaruit de goederen werden weggevoerd.

Een dergelijke aanspraak bestaat niet indien de huidige bezitter de goederen tien jaar lang of tenminste tot 8 Mei 1956 te goeder trouw in zijn bezit heeft gehad.

2. Elke eis tot restitutie krachtens lid 1 van dit artikel kan vóór 8 Mei 1956 of vóór het verstrijken van de tien jaar gedurende welke de bezitter de goederen te goeder trouw heeft bezeten, al naar gelang welk tijdstip later ligt, voor een Duits gerechtshof gebracht worden door elke onderdaan of ingezetene van een Staat welke is toegetreden tot het Statuut van de Scheidsrechterlijke Commissie voor goederen, rechten en belangen in de Bondsrepubliek Duitsland.

3. Geen aanspraak op restitutie kan worden gemaakt indien, vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag, een verzoek door een Regering ten behoeve van de eiser tot restitutie van de desbetreffende goederen door een instantie van een der Drie Mogendheden als niet-gegrond werd verworpen, uitgezonderd in gevallen waar bewijsmateriaal wordt aangevoerd dat voordien niet kon worden voorgelegd.

Artikel 4

1. Indien te restitueren goederen, nadat zij in Duitsland zijn geïdentificeerd, in Duitsland zijn gebruikt of verbruikt voordat zij aan de eiser werden teruggegeven of vernietigd werden, gestolen of op andere wijze van de hand werden gedaan voordat zij door de eisende Regering of door een bevoegde instantie van één van de Drie Mogendheden voor verzending naar de eiser werden ontvangen, verleent de Bondsrepubliek schadevergoeding aan eisders die anders krachtens artikel 1 of 3 van dit Hoofdstuk recht zouden hebben gehad op restitutie of wier aanspraken bij het inwerkingtreden van dit Verdrag door een van de Drie Mogendheden zijn goedgekeurd.

2. Het in artikel 1 van dit Hoofdstuk bedoelde Duitse bureau doet, op aanvraag van de eiser die anders recht zou hebben op restitutie, een uitspraak ten aanzien van de eis tot vergoeding met

betrekking tot goederen waarvan de restitutie verzocht had kunnen worden krachtens artikel 1 en 2. Het in artikel 3 bedoelde gerechts-hof doet, indien door de eiser die anders recht zou hebben op restitutie een proces wordt begonnen, een uitspraak ten aanzien van de eis tot vergoeding met betrekking tot goederen waarvan de restitutie verzocht had kunnen worden krachtens artikel 3, mits de klager een onderdaan of een ingezetene is van een Staat welke is toegetreden tot het Statuut van de Scheidsrechterlijke Commissie voor goederen, rechten en belangen in de Bondsrepubliek Duitsland. Het indienen van de aanvraag en het beginnen van het proces mogen niet later geschieden dan één jaar na inwerkingtreding van dit Verdrag of één jaar nadat de eiser bericht heeft ontvangen dat de goederen niet beschikbaar zijn, al naar gelang welk tijdstip later ligt.

3. Ongeacht de bepalingen van lid 2 van dit artikel, kunnen bij een instantie van een der Drie Mogendheden vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag ingediende eisen welke vallen binnen het kader van lid 1, door die Mogendheid worden verwezen naar het in artikel 1 van dit Hoofdstuk bedoelde Duitse bureau of bij dat bureau worden ingediend door de eisende Regering. Alle eisen krachtens dit lid worden verwezen naar of ingediend bij het bureau niet later dan zes maanden na de inwerkingtreding van dit Verdrag; dit bureau beslist ten aanzien van deze eisen.

4. Het in artikel 1 van dit Hoofdstuk bedoelde Duitse bureau erkent eisen tot restitutie welke door een der Drie Mogendheden zijn goedgekeurd vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag. Het bureau aanvaardt ook als bewijs een verklaring door een der Drie Mogendheden dat de goederen welke het onderwerp waren van de eis niet door een bevoegde instantie van die Mogendheid voor verzending naar de eiser waren ontvangen.

5. Vergoeding krachtens dit artikel wordt toegekend tot een bedrag gebaseerd op de vervangingswaarde van de betrokken goederen op de datum van toekenning.

Artikel 5

1. De bepalingen van dit Hoofdstuk gelden voor de volgende landen van de daarnaast vermelde data af:

Land	Datum
Oostenrijk	12 Maart 1938
Tsjechoslowakije	1 April 1939
Polen	1 September 1939
Denemarken	9 April 1940
Noorwegen	9 April 1940
België	10 Mei 1940
Luxemburg	10 Mei 1940

Nederland	10 Mei 1940
Frankrijk	17 Mei 1940
Griekenland	28 October 1940
Zuidslavië	6 April 1941
de Unie van Socialistische Sowjet Republieken	22 Juni 1941
Italië	3 September 1943
Roemenië	12 September 1944
Finland	19 September 1944
Bulgarije	28 October 1944
Hongarije	20 Januari 1945

2. De bepalingen van dit Hoofdstuk hebben betrekking op openbare en particuliere goederen welke uit in lid 1 van dit artikel bedoelde gebieden werden weggevoerd.

Artikel 6

Indien de Bondsrepubliek met enige andere Mogendheid inzake aangelegenheden welke binnen het kader van dit Hoofdstuk vallen regelingen treft welke voor die andere Mogendheid gunstiger zijn dan de overeenkomstige bepalingen van dit Hoofdstuk, worden de voordelen van die nieuwe regelingen automatisch tot alle Mogendheden waarvoor de bepalingen van dit Hoofdstuk gelden uitgebreid.

Artikel 7

1. De Ondertekenende Staten stellen hierbij in een Scheidsrechterlijke Commissie voor goederen, rechten en belangen in de Bondsrepubliek Duitsland, welke optreedt overeenkomstig de bepalingen van haar Statuut, hetwelk aan dit Verdrag is toegevoegd.

2. Op verzoek van de betrokken partij is elke eindbeslissing (Endentscheidung) door het Duitse bureau krachtens artikel 1, 2 of 4 van dit Hoofdstuk genomen, of door een Duits gerechtshof genomen krachtens artikel 3 of 4, onderhevig aan herziening door de Scheidsrechterlijke Commissie voor goederen, rechten en belangen in de Bondsrepubliek Duitsland.

3. Het verzoek aan de Commissie wordt door de betrokken partij binnen dertig dagen na de betekening van die beslissing gedaan. Indien het Duitse bureau of het Duitse gerechtshof niet binnen één jaar nadat de eis werd ingediend een uitspraak heeft gedaan, kan de eiser zijn eis rechtstreeks aan de Commissie voorleggen binnen dertig dagen na het verstrijken van het tijdvak van een jaar.

4. In elk aan haar voorgelegd geval, kan de Commissie zelf een eindbeslissing nemen met betrekking tot zulk een geval of kan het naar het Duitse bureau of het Duitse gerechtshof terugverwijzen vergezeld van die instructies welke de Commissie noodzakelijk of gepast acht.

5. De uitspraken van de Commissie zijn definitief en bindend voor de autoriteiten en de gerechtshoven van de Ondertekenende Staten en de andere Staten welke tot haar Statuut toetreden.

BIJLAGE BIJ HOOFDSTUK VIJF

Afdeling 1

1. De Bondsregering stelt het in lid 1 van artikel 1 van het voorgaande hoofdstuk bedoelde administratieve bureau in als de Hogere Bondsautoriteit (Bundesoberbehörde).

2. Alle Duitse gerechtshoven en autoriteiten verlenen de Hogere Bondsautoriteit rechtskundige en andere officiële bijstand ingevolge artikel 35 van de „Basic Law”.

Afdeling 2

1. Aanvragen om restitutie ingevolge de artikelen 1 en 2 van het voorgaande Hoofdstuk, met uitzondering van die welke zijn genoemd in lid 3 van artikel 2, omvatten:

- (a) een beschrijving van de goederen waarvan restitutie wordt verlangd;
- (b) indien mogelijk, een aanduiding van de persoon welke de goederen in zijn bezit heeft op het ogenblik dat de aanvraag wordt ingediend;
- (c) een beschrijving van de feiten waarop de aanspraak op restitutie is gebaseerd.

2. Gewaarmerkte afschriften van de documenten welke de aanspraak op restitutie ondersteunen worden aan de aanvraag gehecht of worden nadien overgelegd.

Afdeling 3

1. Aanvragen om schadevergoeding ingevolge artikel 4 van het voorgaande hoofdstuk, met uitzondering van die welke zijn genoemd in lid 3 van dat artikel, omvatten:

- (a) een beschrijving van de goederen ten aanzien waarvan schadevergoeding wordt verlangd;
- (b) inlichtingen betreffende de identificering in Duitsland van dergelijke goederen;
- (c) inlichtingen betreffende het gebruik, verbruik, de vernietiging, diefstal of verkoop van dergelijke goederen;
- (d) aanduiding van het geëiste bedrag;

(e) inlichtingen betreffende alle andere aangelegenheden waarop de aanspraak is gebaseerd.

2. Gewaarmerkte afschriften van de documenten welke de eis tot schadevergoeding ondersteunen worden aan de aanvraag gehecht of worden nadien overgelegd.

Afdeling 4

Processen voor de Hogere Bondsautoriteit zijn kosteloos.

Afdeling 5

1. De Hogere Bondsautoriteit verricht de noodzakelijke naspeuringen. Tot dit doel kan zij uit eigen beweging (von Amts wegen) door middel van een versnelde procedure bewijsmateriaal verzamelen; in het bijzonder kan zij getuigen, deskundigen en de personen wier rechten door de restitutie worden aangetast, horen of deze personen voor een rechtbank doen horen. Indien een verhoor onder eed noodzakelijk blijkt, wordt de eed afgelegd voor een rechtbank. De Hogere Bondsautoriteit is gemachtigd een verklaring te accepteren in plaats van een eed (eides-stattliche Versicherungen).

2. Naast de aanvragende Regering worden al die personen als betrokken partijen beschouwd wier rechten door de restitutie zouden worden aangetast.

3. De betrokken partijen worden in de gelegenheid gesteld hun inzichten kenbaar te maken. Zij kunnen worden vertegenwoordigd door gemachtigden of rechtskundige adviseurs. Zij worden in kennis gesteld van de data van de vastgestelde verhoren in verband met de ondervragingen ingevolge de tweede zin van lid 1 van deze Afdeling en kunnen deze verhoren bijwonen. De door de betrokken partij ingediende documenten worden aan de andere partijen doorgezonden.

Afdeling 6

Indien verwezenlijking van de eis tot restitutie gevaar blijkt te lopen, geeft de Hogere Bondsautoriteit opdracht tot het nemen van de noodzakelijke tussentijdse maatregelen voor de beveiliging van de goederen.

Afdeling 7

In de beslissingen van de Hogere Bondsautoriteit worden schriftelijk de redenen vermeld waarop zij zijn gebaseerd. Deze beslissingen worden aan de betrokken partijen betekend.

Afdeling 8

1. De Hogere Bondsautoriteit neemt alle voor de restitutie noodzakelijke maatregelen. Indien nodig beveelt de Hogere Bondsautoriteit dat de te restitueren goederen worden onteigend ten gunste van

de Bondsrepubliek welke de goederen doet toekomen (zuleiten) aan de persoon die restitutie eist.

2. De aard en het bedrag van de schadevergoeding aan personen die door de onteigening worden benadeeld, worden door een Bondswet vastgesteld.

3. Indien de Hogere Bondsautoriteit een in artikel 4 van het voorgaande Hoofdstuk bedoelde eis inwilligt, stelt zij het schadevergoedingsbedrag vast dat door de Bondsrepubliek moet worden betaald.

HOOFDSTUK TIEN

Buitenlandse belangen in Duitsland

Artikel 1

1. Voor zover dit niet reeds is gebeurd, zal de Bondsrepubliek alle maatregelen treffen welke nodig zijn om te verzekeren dat de in lid 3 van dit artikel bedoelde staten, personen en maatschappijen teruggave van hun goederen in hun huidige toestand en herstel van hun rechten en belangen in het grondgebied der Bondsrepubliek kunnen verkrijgen voor zover deze goederen, rechten of belangen aan een discriminerende behandeling onderworpen waren. De goederen, rechten en belangen van de in lid 3 bedoelde staten, personen en maatschappijen worden door de Bondsrepubliek bevrijd van alle belemmeringen en lasten van elke aard waaraan zij als gevolg van een discriminerende behandeling eventueel onderworpen zijn. Geen kosten worden in rekening gebracht, noch in verband met de teruggave of het herstel van rechten en belangen, noch in verband met het wegnemen van belemmeringen of lasten. Billijke voorwaarden kunnen echter worden opgelegd om de onrechtvaardige verrijking van enigerlei in lid 3 bedoelde staat, persoon of maatschappij tegen te gaan.

2. Bij de inwerkingtreding van dit Verdrag stelt de Bondsrepubliek de in de Bijlage bij dit Hoofdstuk omschreven procedure voor het indienen en behandelen van op de bepalingen van dit artikel gebaseerde eisen tot schadevergoeding en voor de voldoening van op deze eisen gebaseerde beslissingen vast en geeft hieraan behoorlijke openbaarheid. De Bondsrepubliek stelt ook, voor zover dit mogelijk is, alle gegevens omtrent het beheer uitgeoefend door beheerders van goederen, rechten of belangen ter beschikking aan iedere belanghebbende partij welke hierom verzoekt.

De volgende rechtspersonen en personen kunnen aanspraken doen gelden krachtens de bepalingen van dit artikel:

- (a) leden der Verenigde Naties en hun onderdanen,
- (b) de rechtsopvolgers van die onderdanen, en
- (c) krachtens het Duitse recht georganiseerde maatschappijen waarin onderdanen van leden der Verenigde Naties aandelen bezitten,

mits zulke onderdanen of hun rechtsopvolgers, met uitzondering van directe rechtsopvolgers krachtens erfenis of testamentaire beschikking, onderdanen van leden der Verenigde Naties waren op het ogenblik waarop de discriminerende behandeling plaats vond.

4. De uitdrukking „discriminerende behandeling”, zoals deze in dit artikel wordt gebruikt, betekent maatregelen van allerlei aard welke tussen 1 September 1939 en 8 Mei 1945 zijn toegepast op enigerlei goederen, rechten of belangen als gevolg van buitengewone niet algemeen op alle niet-Duitse goederen, rechten en belangen van toepassing zijnde bepalingen welke schade, verlies of benadeling ten gevolge hadden zonder de vrijwillige toestemming van de belanghebbende partijen en zonder betaling van toereikende schadevergoeding. Elk handelen of nalaten krachtens de Duitse beschikking inzake de behandeling van vijandelijke eigendommen van 15 Januari 1940 of enige wijziging op deze beschikking, of enige andere regeling welke een zelfde doel beoogde, kan worden beschouwd als een discriminerende behandeling, zelfs indien zulk een handelen of nalaten binnen het kader lag van die beschikking, wijziging of regeling, indien blijkt dat

- (a) buitenlandse goederen, rechten of belangen er schade door hebben geleden; en
- (b) deze schade voorkomen had kunnen worden zonder inbreuk te maken op die beschikking, wijziging of regeling.

5. De bepalingen van dit artikel gelden niet voor eisen tot schadevergoeding behandeld in de Hoofdstukken Drie en Vier van dit Verdrag.

6. Onder de bepalingen van dit artikel valt niet schadevergoeding voor verlies van of schade aan goederen, rechten of belangen, veroorzaakt door een discriminerende behandeling of indirect of direct op enigerlei andere wijze het gevolg van de oorlog, doch tasten niet het recht van een lid van de Verenigde Naties aan om tijdens onderhandelingen over een vredesregeling enigerlei eis tot schadevergoeding van dien aard in te dienen met betrekking tot zijn eigen goederen, rechten of belangen of die van zijn onderdanen.

Artikel 2

Voor zover zij betrekking hebben op buitenlandse schuldeisers van Duitse schuldenaren, blijven de Bondswetten inzake uitsluitings-

en verjaringstijdvakken van 28 December 1950 en 30 Maart 1951 (Gesetz über den Ablauf der durch Kriegs- oder Nachkriegsvorschriften gehemmten Fristen und Gesetz zur Ergänzung des Gesetzes über den Ablauf der durch Kriegs- oder Nachkriegsvorschriften gehemmten Fristen, Bundesgesetzblatt 1950 Seite 821 und 1951 Teil I Seite 213) alsmede Wet No. 67 van de Geallieerde Hoge Commissie inzake dezelfde materie van kracht. Deze wetgeving wordt door de Bondsrepubliek in overeenstemming met de andere ondertekenende staten herzien op basis van de bepalingen van de Overeenkomst inzake Duitse buitenlandse schulden, gesloten te Londen op 27 Februari 1953, voor zover deze wetgeving betrekking heeft op eisen tot schadevergoeding welke in die Overeenkomst worden behandeld.

Artikel 3

Ongeacht de bepalingen van de uiteindelijke vredesregeling met Duitsland, genieten de leden der Verenigde Naties en hun onderdanen, op dezelfde basis als Duitse onderdanen die op het grondgebied van de Bondsrepubliek wonen, die vergoeding voor oorlogsschade met betrekking tot goederen welke zich op het grondgebied der Bondsrepubliek bevinden als door de Bondsrepubliek of een van haar „Länder” kunnen worden verschaft, doch geen Integratiehulp (Eingliederungshilfe) of Huisvestingshulp (Wohnraumhilfe).

Artikel 4

De Bondsrepubliek bevestigt dat volgens het Duitse recht de staat van oorlog op zichzelf niet de verplichting aantast tot betaling van geldschulden welke voortvloeien uit verplichtingen en contracten welke bestonden vóór het begin van de staat van oorlog, noch de rechten welke vóór dat tijdstip werden verworven.

Artikel 5

Iedere onderdaan van een lid der Verenigde Naties of de rechtsopvolger van zulk een onderdaan die ook onderdaan van een lid der Verenigde Naties is heeft het recht om binnen een jaar van de inwerkingtreding van dit Verdrag af een proces te beginnen voor de herziening van een door een Duits gerechtshof tussen 1 September 1939 en 8 Mei 1945 gedane uitspraak in enigerlei proces waarbij zulk een onderdaan partij was en fysiek, zedelijk of wettelijk niet in staat was zijn zaak behoorlijk te behartigen.

Artikel 6

1. In afwachting van een definitieve regeling van de vorderingen op Duitsland welke voortvloeien uit de oorlog, zijn de in lid 2 van dit artikel omschreven personen en hun goederen vrijgesteld van bijzondere belastingen, heffingen of zakelijke belastingen welke daad-

werkelijk op de goederen drukken en welke worden opgelegd met de vooropgezette bedoeling daaruit onkosten te bestrijden welke voortvloeien uit de oorlog of uit herstelbetalingen of restituties aan enig lid der Verenigde Naties.

2. In de gevallen waarin zodanige belasting, heffing of zakelijke belasting slechts gedeeltelijk wordt geheven voor de in lid 1 van dit artikel omschreven doeleinden, wordt de vrijstelling in beginsel verleend in verhouding tot het deel van zodanige belastingen, heffingen of zakelijke belastingen dat voor die doeleinden wordt geheven. In de bijzondere gevallen van de heffingen voorgeschreven door de wetgeving van de Bizonale Economische Raad en door de overeenkomstige wetgeving van de „Länder” Rheinland-Pfalz, Baden en Württemberg-Hohenzollern inzake onmiddellijke hulp (Soforthilfe) en door de Wet inzake een gelijkmatige verdeling van lasten van 14 Augustus 1952 (Bundesgesetzblatt I Seite 446), zijn de in de volgende bepalingen van dit artikel omschreven personen en goederen, tot een aldaar vastgestelde grens, vrijgesteld van betalingen welke dienden te geschieden in de periode van 6 jaar van 1 April 1949 tot 31 Maart 1955 als heffingen inzake onmiddellijke hulp en als vermogensheffing krachtens de gelijkmatige verdeling van lasten:

- (a) natuurlijke personen die op de datum van de geldsanering (21 Juni 1948) onderdaan waren van enig lid der Verenigde Naties, en maatschappijen, verenigingen van personen en trusts (Körperschaften, Personenvereinigungen und Vermögensmassen) welke, onafhankelijk, onderworpen zijn aan belastingheffing krachtens het Duitse recht en welke zijn opgericht overeenkomstig de wetten van een der leden van de Verenigde Naties, worden, indien zij aan een onbeperkte belastingplicht zijn onderworpen, vrijgesteld ten aanzien van alle hun toebehorende goederen in de Bondsrepubliek of Berlijn (West). Onderdanen van elke in art. 1 (c) van Wet No. 54 van de Geallieerde Hoge Commissie bedoelde gebieds-eenheid of staat genieten dezelfde vrijstelling indien zij op enig ogenblik tussen 1 September 1939 en 21 Juni 1948 de nationaliteit bezaten van een der leden van de Verenigde Naties;
- (b) maatschappijen welke zijn opgericht overeenkomstig het Duitse recht en welke, onafhankelijk, onderworpen zijn aan belastingheffing en waarin natuurlijke personen of maatschappijen, verenigingen van personen of trusts als omschreven in lid 2 (a) van dit artikel, zowel op 21 Juni 1948 als op 8 Mei 1945, rechtstreeks of door middel van andere maatschappijen, een aandelenbelang hadden van ten minste 85 procent, worden vrijgesteld naar verhouding van dit aandelenbelang;
- (c) natuurlijke personen die niet overeenkomstig de bepalingen van lid 2 (a) voor vrijstelling in aanmerking komen en die in het kader van de in lid 1 (a) van artikel 1 van Hoofdstuk

Drie van dit Verdrag aanspraak maken op of aanspraak hebben gemaakt op restitutie of schadevergoeding, worden vrijgesteld voor de eerste 150.000 DM van de waarde of van het bedrag van alle vermogenswaarden welke aan hen zijn of zullen worden overgedragen ingevolge rechtsgeldige beslissingen of geregistreerde overeenkomsten in het kader van zodanige wetgevingen en welke aan belastingheffing onderworpen zouden zijn overeenkomstig de bepalingen betreffende heffingen inzake onmiddellijke hulp of overeenkomstig de vermogensheffing krachtens de gelijkmatige verdeling van lasten;

- (d) de in (a) tot en met (c) van dit lid voorgeschreven vrijstellingen treden niet buiten werking op grond van het feit dat de betrokken goederen op of na 21 Juni 1948 op andere personen zijn overgegaan.

3. In lid 2 (a) van dit artikel wordt een persoon die op 21 Juni 1948 wel, doch op 8 Mei 1945 geen eigenaar was van bepaalde goederen, geacht op 8 Mei 1945 eigenaar van deze goederen te zijn geweest indien —

- (a) de goederen op 8 Mei 1945 het eigendom waren van een persoon (onverschillig van welke nationaliteit) van wie hij de goederen verkreeg door erfopvolging (door een of een opeenvolging van overervingen of testamentaire beschikkingen); of
- (b) hij de goederen na 8 Mei 1945 verwierf in ruil voor andere goederen welke zijn eigendom waren op die datum (bijvoorbeeld door koop); of
- (c) de betrokken goederen gerestitueerde goederen van enigerlei aard zijn zonder beperking ten aanzien van de waarde of het bedrag als bedoeld in lid 2 (c) van dit artikel.

4. Voor de doeleinden van lid 2 (b) van dit artikel zijn de bepalingen van lid 3 van dit artikel mutatis mutandis van kracht.

5. Indien betalingen verricht overeenkomstig de bepalingen van de onmiddellijke hulp door natuurlijke personen, maatschappijen, verenigingen van personen en trusts rechthebbende op vrijstelling krachtens lid 2 van dit artikel, uitgaan boven de voor diezelfde periode vervallende bedragen van de vermogensheffing waarbij rekening wordt gehouden met de bepalingen van lid 2, wordt het teveel betaalde niet later dan drie maanden na de vervaldatum van de door het Duitse belastingkantoor ten aanzien van de vermogensheffing opgelegde aanslag hetzij terugbetaald of verrekend met betalingsverplichtingen welke zijn vervallen of binnen drie maanden daarna zullen vervallen.

6. In gevallen waarin natuurlijke personen, maatschappijen, verenigingen van personen of trusts krachtens dit artikel vrijstelling van

vermogensheffing genieten, is het jaarlijkse bedrag dat moet worden betaald met betrekking tot de vermogensheffing voor de periode na de afloop van de vrijstelling niet, noch vanwege deze vrijstelling noch vanwege het niet betalen van de vermogensheffing of de heffing inzake onmiddellijke hulp, hoger dan het jaarlijkse bedrag dat betaald moet worden door niet-vrijgestelde natuurlijke personen, maatschappijen, verenigingen van personen of trusts die de heffing inzake onmiddellijke hulp ten volle hebben betaald. Indien bij de berekening van de vermogensheffing de heffing inzake onmiddellijke hulp dient te worden gecompenseerd op de wijze voorgesteld in het aan de Bundestag (Bundestag Document No. 3300) voorgestelde wetsontwerp, dat wil zeggen door de heffing inzake onmiddellijke hulp af te trekken van het totaal verschuldigde bedrag uit hoofde van de vermogensheffing, dan wordt in gevallen waarin geen heffing inzake onmiddellijke hulp is opgelegd driemaal het jaarlijkse basis bedrag uit hoofde van de vermogensheffing afgetrokken van het totaal verschuldigde bedrag; het jaarlijkse basis bedrag is voor dit doel het bedrag dat ontstaat door de jaarlijkse belastingtarieven toe te passen op het totaal verschuldigde bedrag.

7. Bij de berekening van het verschuldigde bedrag voor alle andere heffingen uit hoofde van de wet inzake een gelijkmatige verdeling van lasten worden natuurlijke personen, maatschappijen, verenigingen van personen en trusts welke de vrijstellingen genieten krachtens dit artikel, behandeld alsof zij het volle bedrag der vermogensheffing hadden betaald.

8. In gevallen bedoeld in lid 2 (a) van dit artikel hebben zowel de maatschappij en iedere aandeelhouder die van mening is dat de maatschappij dient te worden vrijgesteld, recht op alle beschikbare rechtsmiddelen.

Artikel 7

Ten einde de belangen van buitenlandse onderdanen te beschermen, blijven de volgende wetgevingen van kracht:

(a) op het gebied van de wetgeving inzake de munthervorming:

(i) vervallen.

(ii) de wetten van de Geallieerde Hoge Commissie No. 57 (Status van bepaalde financiële instellingen krachtens de wetgeving inzake de geldsanering) en No. 65 (Derde wijziging van de wetgeving inzake de munthervorming) welke de Herwaarderingswetten aanvullen, wijzigen en uitleggen;

(b) vervallen;

(c) op andere gebieden:

(i) vervallen.

(ii) vervallen.

(iii) Wet No. 34 van de Geallieerde Hoge Commissie inzake de toepassing van de ruilverkaveling op eigendommen van niet-Duitse onderdanen, als gewijzigd bij de wetten Nos. 50, 60, 64 en 72 van de Geallieerde Hoge Commissie: deze wetten worden echter geacht verder als volgt te zijn gewijzigd:

- (1) het tijdvak van een jaar beginnend op de datum van verwerving als bedoeld in lid 2 van artikel 2 van Wet No. 34, is, voor wat betreft een verwerving door overerving of een testamentaire beschikking, slechts van toepassing op een verwerving welke heeft plaats gevonden voor 31 December 1952;
- (2) een landeigenaar ten aanzien van wie betwist werd dat hij een niet-Duitse nationaliteit bezat en die derhalve niet in de gelegenheid was zijn land voor 29 Februari 1952 van de hand te doen ingevolge lid 1 van artikel 2 van Wet No. 34 van de Geallieerde Hoge Commissie, kan binnen een tijdvak van een jaar beginnend op de datum waarop kwam of is komen vast te staan dat hij niet de Duitse nationaliteit bezat, zijn land van de hand doen;
- (3) landeigenaars die zowel de Duitse als een niet-Duitse nationaliteit bezaten worden binnen het kader van deze wetten geacht niet-Duitse onderdanen te zijn indien hun eigendommen te eniger tijd tussen 1 September 1939 en 8 Mei 1945 onderworpen waren aan de bepalingen van de Duitse beschikking inzake de behandeling van vijandelijke eigendommen van 15 Januari 1940 of enige wijziging op deze beschikking, of enige andere regeling welke een zelfde doel beoogde. In een zodanig geval is het tot 31 December 1952 geoorloofd het land van de hand te doen.

Artikel 8

1. Wet No. 8 van de Geallieerde Hoge Commissie inzake de industriële, litteraire en artistieke eigendomsrechten van buitenlandse mogendheden en onderdanen, als gewijzigd bij de wetten No. 30, 39, 41 en 66 van de Geallieerde Hoge Commissie alsmede de eerste en tweede uitvoeringsbeschikking krachtens wet No. 8 van de Geallieerde Hoge Commissie van 8 Mei 1950 en 9 November 1950 (Bundesgesetzblatt Seite 357 und Seite 785) blijven van kracht.

2. De bepalingen van wet No. 8 van de Geallieerde Hoge Commissie, als gewijzigd, tot regeling van geschillen welke voortvloeien uit de toepassing van die wet, worden echter geacht als volgt te zijn gewijzigd:

- (a) tegen een beslissing in hoger beroep van het Octrooibureau of zijn Grote Senaat of tegen een beslissing in eerste aanleg van de gewone gerechtshoven kan overeenkomstig de bepalingen van artikel 12 van dit Hoofdstuk en het Statuut van de Scheidsrechterlijke Commissie in beroep worden gegaan bij de in artikel 12 van dit Hoofdstuk genoemde Scheidsrechterlijke Commissie voor goederen, rechten en belangen in de Bondsrepubliek Duitsland;
- (b) de bevoegdheden van de Bezettingsautoriteiten ingevolge de laatste zin van artikel 2 en lid 3 van artikel 7 van Wet No. 8 vervallen.

Artikel 9

1. In dit Hoofdstuk heeft de uitdrukking „Leden der Verenigde Naties” dezelfde betekenis als in Wet No. 54 van de Geallieerde Hoge Commissie welke voor dit doel van kracht blijft.

2. Behalve wanneer anders is bepaald betekent in dit Hoofdstuk de uitdrukking „onderdanen van leden van de Verenigde Naties”:

- (a) natuurlijke personen die onderdaan zijn van enig lid der Verenigde Naties. Natuurlijke personen die de nationaliteit bezitten van enig lid der Verenigde Naties en tevens de Duitse nationaliteit worden geacht uitsluitend onderdanen van een lid van de Verenigde Naties te zijn indien hun eigendommen in Duitsland te eniger tijd tussen 1 September 1939 en 8 Mei 1945 onderworpen waren aan een van de bepalingen van de Duitse beschikking inzake de behandeling van vijandelijke eigendommen van 15 Januari 1940 of enige wijziging op die beschikking, of enige andere regeling welke eenzelfde doel beoogde tenzij zodanig eigendom daarvan was vrijgesteld uit hoofde van een speciale toestemming van de Minister van Justitie van het „Reich”;
- (b) rechtspersonen of verenigingen van personen opgericht krachtens de wetten van de leden der Verenigde Naties.

Artikel 10

Indien de Bondsrepubliek met enige andere Mogendheid inzake onderwerpen welke vallen binnen het kader van de artikelen 1 tot en met 9 van dit Hoofdstuk regelingen treft welke voor een zodanige Mogendheid gunstiger zijn dan de overeenkomstige bepalingen van die artikelen, worden de voordelen van zulke nieuwe regelingen automatisch uitgestrekt tot alle Mogendheden welke van de overeenkomstige bepalingen van die artikelen genieten.

Artikel 11

In de verwachting dat een dergelijke gedragslijn door zodanige naties zal worden gevolgd ten aanzien van de Bondsrepubliek, verklaart de Bondsrepubliek dat zij het voornemen heeft een algemene niet-discriminerende politiek te volgen tegenover de leden der Verenigde Naties en hun onderdanen en tegenover de goederen, eigendommen en belangen van zodanige naties en onderdanen, en, in het algemeen, nationale en meestbegunstigingsbehandeling toe te kennen in kwesties waarbij zodanige naties en onderdanen en hun goederen, rechten en belangen op het gebied van vestiging en scheepvaart zijn betrokken. De Bondsrepubliek verklaart zich verder bereid met leden van de Verenigde Naties verdragen aan te gaan welke op deze beginselen zijn gebaseerd.

Artikel 12

1. Tegen de volgende beslissingen kan beroep worden aangetekend bij de Scheidsrechterlijke Commissie voor goederen, rechten en belangen in de Bondsrepubliek Duitsland, bedoeld in artikel 7 van Hoofdstuk Vijf van dit Verdrag, overeenkomstig de bepalingen van haar Statuut, na een binnen dertig dagen na de betekening van een zodanige beslissing door de betrokken partij tot de Commissie gerichte aanvraag:

- (a) beslissingen krachtens artikel 1 van dit Hoofdstuk van de in de daarbijbehorende bijlage genoemde Hogere Bondsautoriteit;
- (b) beslissingen in eerste aanleg van een administratieve rechtbank met betrekking tot een discriminerende behandeling krachtens artikel 3;
- (c) beslissingen van Duitse gerechtshoven in eerste aanleg (gewone gerechtshoven, administratieve rechtbanken, economische rechtbanken of andere rechtbanken) welke betrekking hebben op de toepassing van de artikelen 2, 4 en 5;
- (d) beslissingen van economische rechtbanken in eerste aanleg krachtens artikel 6;
- (e) beslissingen van de gewone gerechtshoven in eerste aanleg ten aanzien van kwesties al of niet van chicaneuze aard krachtens artikel 7;
- (f) beslissingen in hoger beroep van het Duitse Octrooibureau of zijn Grote Senaat krachtens Wet No. 8 van de Geallieerde Hoge Commissie of beslissingen van de gewone gerechtshoven in hoger beroep krachtens die Wet ingevolge artikel 8.

Beroepen ingevolge de laatste zin van artikel 2 en lid 3 van artikel 7 van Wet No. 8 van de Geallieerde Hoge Commissie welke op het

ogenblik van inwerkingtreden van dit Verdrag aanhangig zijn bij de Raad van Beroep van het Octrooibureau ingesteld bij Verordening No. 1 krachtens Wet No. 8 (als gewijzigd) worden hierbij overgedragen aan de Scheidsrechterlijke Commissie en worden door deze Commissie behandeld op dezelfde wijze als beroepen ingevolge dit artikel.

Beroepen bij de Scheidsrechterlijke Commissie ingevolge (b) tot en met (f) van dit lid verhinderen niet dat de procedure voor Duitse gerechtshoven of autoriteiten in verband met andere in het geding zijnde kwesties wordt voortgezet. Indien de Commissie zulks echter, met het oog op het beschermen van de belangen van een partij bij het geding, noodzakelijk oordeelt kan zij bevelen het proces voor de Duitse gerechtshoven of autoriteiten te staken in afwachting van de beslissing van de Commissie inzake de aan haar voorgelegde kwestie.

2. Indien de partij welke wordt benadeeld door een beslissing als bedoeld in (b) tot en met (f) van lid 1 van dit artikel tegen deze beslissing in beroep gaat bij een Duits gerechtshof in plaats van de Scheidsrechterlijke Commissie, kan die partij daarna niet meer in beroep gaan bij de Scheidsrechterlijke Commissie tegen de beslissing van het Duitse hof van beroep voor wat betreft punten ten aanzien waarvan zij bij de Scheidsrechterlijke Commissie in beroep had moeten gaan. Indien in een beslissing bedoeld in (b) tot en met (f) van lid 1 de vereisten voor een beroep op de Scheidsrechterlijke Commissie niet aanwezig waren, doch indien een Duits hof van beroep een uitspraak doet welke naar de mening van de betrokken partij inbreuk maakt op de artikelen van dit Hoofdstuk bedoeld in lid 1, kan die partij tegen de beslissing van het hogere Duitse hof in beroep gaan bij de Scheidsrechterlijke Commissie.

3. De Commissie heeft eveneens de bevoegdheid een beslissing te nemen in elke kwestie bedoeld in lid 1 van dit artikel waarin een daarvoor in aanmerking komend Duits gerechtshof of autoriteit geen definitieve beslissing heeft genomen binnen een jaar nadat de kwestie aan dat gerechtshof of die autoriteit werd voorgelegd, en indien de betrokken partij de kwestie binnen dertig dagen na het verstrijken van dat jaar ter beslissing aan de Commissie voorlegt.

4. In elk der in de leden 1, 2 of 3 van dit artikel bedoelde gevallen kan de Commissie een definitieve uitspraak doen of de zaak terugverwijzen naar het betrokken gerechtshof of de betrokken autoriteit met die aanwijzingen welke de Commissie noodzakelijk of passend zal oordelen.

5. Beslissingen en aanwijzingen van de Commissie zijn definitief en bindend voor alle Duitse gerechtshoven en autoriteiten.

BIJLAGE BIJ HOOFDSTUK TIEN

*Betreffende de Hogere Bondsautoriteit inzake
buitenlandse belangen*

Afdeling 1

1. De Bondsregering stelt een Hogere Bondsautoriteit (Bundesoberbehörde) in voor het ontvangen, overwegen en het nemen van beslissingen ten aanzien van aanvragen voor teruggave en herstel overeenkomstig lid 2 van artikel 1 van het voorgaande Hoofdstuk. De Bondsregering kan voorschriften uitvaardigen voor de tenuitvoerlegging van de bepalingen van deze Bijlage.

2. Alle Duitse gerechtshoven en autoriteiten verlenen de Hogere Bondsautoriteit rechtskundige en andere officiële bijstand overeenkomstig artikel 35 van de "Basic Law".

Afdeling 2

1. Aanvragen voor teruggave of herstel worden bij de Hogere Bondsautoriteit schriftelijk ingediend of door middel van een mondelinge verklaring waarvan een proces-verbaal wordt opgemaakt.

2. De aanvragen omvatten:

- (a) voornaam, familienaam en adres van de eiser en in voorkomende gevallen, van zijn rechtsvoorganger;
- (b) een beschrijving van de discriminerende maatregel en van door deze maatregel getroffen goederen, rechten of belangen;
- (c) de nationaliteit van de eiser en, in voorkomende gevallen, van zijn rechtsvoorganger ten tijde van de discriminerende maatregel.

3. Aanvragen dienen, indien mogelijk, inlichtingen te bevatten betreffende de persoon aan wie de goederen, rechten of belangen werden overgedragen en betreffende de persoon die de goederen, rechten of belangen in zijn bezit heeft op het ogenblik waarop de aanvraag wordt ingediend.

4. Verder zullen alle inlichtingen en documenten waarover de eiser beschikt en welke betrekking hebben op de goederen, rechten of belangen en op de discriminerende maatregel welke ten aanzien van de goederen, rechten of belangen werd genomen, in origineel of in een gewaarmerkt afschrift aan de aanvraag worden gehecht. Op verzoek wordt het origineel overgelegd.

Afdeling 3

Procedures voor de Hogere Bondsautoriteit geschieden gratis, behalve indien het lichtvaardige aanvragen betreft of aanvragen waarvan duidelijk is dat zij ongegrond zijn.

Afdeling 4

1. De Hogere Bondsautoriteit verricht uit eigen beweging (von Amts wegen) de noodzakelijke naspeuringen. Tot dit doel kan zij bewijsmateriaal verzamelen; in het bijzonder kan zij getuigen, deskundigen en de betrokken partijen horen of voor een rechtbank doen horen. Indien een verhoor onder ede noodzakelijk blijkt, wordt de eed afgelegd voor een rechtbank. De Hogere Bondsautoriteit is gemachtigd een verklaring te accepteren in plaats van een eed (eidesstattliche Versicherungen).

2. Naast de eisers worden al die personen als betrokken partijen beschouwd wier rechten door de teruggave of het herstel zouden worden aangetast.

3. De betrokken partijen worden in de gelegenheid gesteld hun inzichten kenbaar te maken. Zij kunnen worden vertegenwoordigd door gemachtigden of rechtskundige adviseurs. Zij worden in kennis gesteld van de data van de verhoren welke zijn gelast in verband met de ondervragingen ingevolge de tweede zin van lid 1 van deze Afdeling en zij kunnen deze verhoren bijwonen. De door de betrokken partij ingediende documenten worden aan de andere partijen doorgezonden.

Afdeling 5

Indien verwezenlijking van de eis tot teruggave of herstel gevaar blijkt te lopen geeft de Hogere Bondsautoriteit opdracht tot het nemen van de noodzakelijke tussentijdse maatregelen voor de beveiliging van de goederen, rechten of belangen.

Afdeling 6

De Hogere Bondsautoriteit stelt zijn goede diensten ter beschikking voor het bereiken van een minnelijke schikking tussen de betrokken partijen. Van een tussen de partijen bereikt compromis wordt procesverbaal opgemaakt.

Afdeling 7

In de beslissingen van de Hogere Bondsautoriteit worden schriftelijk de redenen vermeld waarop zij zijn gebaseerd. Deze beslissingen worden aan de betrokken partijen betekend.

Afdeling 8

1. De Hogere Bondsautoriteit neemt alle voor de teruggave en het herstel noodzakelijke maatregelen of zij beslist welke maatregelen dienen te worden genomen door de autoriteit welke volgens de omstandigheden van de kwestie bevoegd is.

2. De Hogere Bondsautoriteit heeft in het bijzonder de bevoegdheid om, indien zulks voor de teruggave of het herstel noodzakelijk is, onteigening te bevelen ten gunste van de Bondsrepubliek welke dan

de teruggave of het herstel verricht. De aard en het bedrag van de schadevergoeding aan personen die door de onteigening worden benadeeld, worden door een Bondswet vastgesteld.

II. Het Verdrag inzake de betrekkingen tussen de Drie Mogendheden en de Bondsrepubliek Duitsland, waarnaar in artikel 2 van het Statuut wordt verwezen, werd op 26 mei 1952 te Bonn ondertekend en op 23 oktober 1954 te Parijs gewijzigd bij het Protocol inzake de beëindiging van het bezettingsrégime in de Bondsrepubliek Duitsland. Het Statuut van het Scheidsrechterlijke Tribunaal, waarnaar in artikel 2 en verder in het onderhavige Statuut wordt verwezen, behoort als Bijlage bij het hier bedoelde Verdrag. Het Koninkrijk der Nederlanden is bij dat Verdrag geen partij. De Franse, de Engelse en de Duitse tekst van genoemd Verdrag, zoals gewijzigd, zijn opgenomen in „Bundesgesetzblatt” II, 1955, No. 8, blz. 305 e.v. De Engelse tekst is opgenomen in “British Parliamentary Papers”, Command 9368 (Germany No. 1 (1955)), blz. 3 e.v.

Van het Statuut van het Internationale Gerechtshof, waarnaar in artikel 3, lid 3, en verder in het onderhavige Statuut wordt verwezen, zijn tekst en vertaling opgenomen in *Stb.* F 321; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1953, 57.

Uitgegeven de derde november 1955.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,
J. LUNS.

BLADWIJZER

	Blz.
<u>A. TITEL</u>	1
<u>B. TEKST</u>	2
— Charte de la Commission Arbitrale sur les Biens, Droits et Intérêts en Allemagne	2
— Charter of the Arbitral Commission on Property, Rights and Interests in Germany	3
<u>C. VERTALING</u>	20
— Statuut van de Scheidsrechterlijke Commissie voor goederen, rechten en belangen in Duitsland	20
<u>F. TOETREDING</u>	29
<u>G. INWERKINGTREDING</u>	29
<u>J. GEGEVENS</u>	29
— Chapitre Cinquième de la Convention sur le Règlement de Questions issues de la Guerre et de l'Occupation	30
— Chapter Five of the Convention on the Settlement of Matters arising out of the War and the Occupation	31
— Annexe au Chapitre Cinquième	40
— Annex to Chapter Five	41
— Chapitre Dixième de la Convention sur le Règlement de Questions issues de la Guerre et de l'Occupation	44
— Chapter Ten of the Convention on the Settlement of Matters arising out of the War and the Occupation	45
— Annexe au Chapitre Dixième	62
— Annex to Chapter Ten	63
— Hoofdstuk Vijf van het Verdrag inzake de regeling van aangelegenheden voortvloeiende uit de oorlog en de bezetting	68
— Bijlage bij Hoofdstuk Vijf	73
— Hoofdstuk Tien van het Verdrag inzake de regeling van aangelegenheden voortvloeiende uit de oorlog en de bezetting	75
— Bijlage bij Hoofdstuk Tien	84